



GIZ Union africaine

Relier les personnes, les économies, les continents

Rapport annuel 2025



La GIZ collabore avec l'Union africaine pour le compte du Ministère fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) et du Ministère fédéral des Affaires étrangères (AA)

Notre action est cofinancée par :



Restons en contact !



www.giz.de/african-union



GIZ African Union



@gizafricanunion



www.giz.de/newsroom/newsletter



BIENVENUE

par le directeur de la
GIZ Union africaine
Dr Tobias Thiel



Chères partenaires et chers partenaires, chères collègues et chers collègues, chères amies et chers amis,

Comme beaucoup d'entre nous, j'avais espéré que la spirale descendante marquée par une concurrence géopolitique croissante et l'affaiblissement des normes internationales en matière de conduite des affaires publiques s'atténuerait. Au lieu de cela, la poursuite effrénée d'une politique de puissance, l'utilisation de l'influence économique comme arme et l'érosion du respect du droit international sont devenues les traits caractéristiques de l'ordre multilatéral actuel.

Cela souligne à quel point notre monde est devenu profondément interconnecté : les tensions géopolitiques et les conflits armés, la fragilité des chaînes d'approvisionnement, le changement climatique et les urgences sanitaires ne s'arrêtent pas aux frontières – ils se répercutent à travers les régions et les systèmes, exigeant des solutions communes. Quiconque croit pouvoir s'isoler aujourd'hui se méprend sur cette réalité.

Pourtant, paradoxalement, cet ordre multipolaire émergent offre également une occasion rare. L'histoire montre que les normes et institutions internationales ont souvent progressé de manière décisive à la suite de crises. Aujourd'hui, un sentiment renouvelé d'urgence à remodeler l'ordre mondial est palpable parmi un nombre croissant de dirigeants mondiaux, créant une dynamique permettant aux pays africains de se tailler une place plus solide à la table des négociations.

Dans ce contexte, les partenaires au développement sont des alliés stratégiques naturels pour renforcer l'Union africaine en tant que moteur du multilatéralisme fondé sur des règles, de la gouvernance démocratique, de l'intégration économique régionale et du développement humain. Parallèlement, ces partenariats doivent évoluer, passant de modèles axés sur l'aide à une coopération véritablement réciproque.

C'est pourquoi nous avons choisi comme thème de notre rapport annuel 2025 **Relier les personnes, les économies, les continents** : notre travail avec l'Union africaine contribue à rapprocher ses États membres et ses citoyens, tout en favorisant la croissance économique et en ouvrant de nouvelles opportunités commerciales avec l'Allemagne et l'Europe.

La dynamique récente de l'UA et de ses États Membres me donne des raisons d'être optimiste. Au cours de l'année écoulée, nous avons constaté des progrès constants concernant les initiatives phares de l'Agenda 2063. De plus en plus d'entreprises commercent dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, tandis que les corridors d'infrastructures vertes continuent de s'étendre, reliant les populations, les marchés et les économies. Des avancées tangibles sont également enregistrées dans les domaines de la réforme institutionnelle, de la paix et de la sécurité, de l'action climatique, des migrations, de la santé et de la numérisation.

Mais cela ne suffit pas. Nous devons passer des déclarations à l'action. Les États Membres doivent fournir les mandats, l'engagement durable et les ressources dont l'Union africaine a besoin, car des institutions solides sont le fondement d'une Afrique prospère et résiliente. Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à nos commanditaires, dont le soutien rend ce travail possible alors que nous avançons ensemble.

Bonne lecture.

Addis-Abeba, avril 2026



Sommaire



Bienvenue	3
Par Dr Tobias Thiel, Directeur de la GIZ Union africaine	
À propos de ce rapport	5
Notre thème pour 2025 – Pourquoi nous avons choisi « Relier les personnes, les économies, les continents »	
À propos de l'illustratrice de la couverture	
À propos de l'Union africaine et GIZ Union africaine	6
«Nous sommes unis par les principes de l'UA»	8
Interview avec Birgit Pickel, Directrice Générale Afrique, BMZ	
À propos de notre travail	10
Faits & Chiffres	
Nos domaines d'intervention	
Notre travail en 2025	
Création d'un marché africain unique	18
La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine pourrait transformer le continent	
Le point de vue d'un homme d'affaires par Michael Marmon-Halm, Directeur Général de fairafric	
Les données, prochain moteur de croissance de l'Afrique	22
Comment les données peuvent à la fois attirer les investissements et renforcer la société civile	
Un regard neuf sur les migrations	26
Réécrire l'histoire de la migration	
Les corridors de développement durable pour l'Afrique	30
L'avenir de l'Afrique repose sur les infrastructures	
Entretien avec Sabine Dall'Omo, directrice générale pour l'Afrique subsaharienne chez Siemens	
Un monde plus sûr et mieux connecté	34
Donner aux femmes et aux jeunes les moyens d'agir tout en renforçant la paix et la sécurité	
Portraits et témoignages	38
Perspectives d'avenir	42
L'IA pour l'Afrique	



À propos de ce rapport

Pourquoi avons-nous choisi le thème « Relier les personnes, les économies, les continents »

Les liens créent des opportunités. Les idées, les compétences et l'innovation circulent plus rapidement que jamais. Les infrastructures, les politiques et la technologie rapprochent les gens, favorisent les échanges et favorisent une compréhension mutuelle. Les entreprises accèdent à de nouveaux marchés, et la coopération ouvre des voies qu'aucun pays ne peut dévérouiller seul.

Mais la connexion ne se fait pas toute seule. Actuellement, seuls environ 16 % des échanges commerciaux africains ont lieu entre pays du continent, et la mobilité transfrontalière reste plus complexe qu'elle ne devrait l'être. Renforcer les liens nécessite donc des efforts soutenus, un engagement politique et des institutions solides.

C'est pourquoi nous travaillons avec l'Union africaine à la réalisation de sa vision d'un continent africain connecté et intégré – pour la prospérité, la paix et la sécurité. Ce rapport présente des exemples de liens tissés, tels que notre action visant à rapprocher les populations en favorisant la libre circulation des personnes sur le continent (voir pages 26 à 29), et la manière dont la Zone de Libre-Échange

Continentale Africaine relie les économies et crée le plus grand marché commun au monde (voir pages 18 à 21).

Nous mettons également en avant nos efforts visant à relier les pays et les continents grâce à des infrastructures transfrontalières (voir pages 30 à 33), le recours à la numérisation pour faciliter les investissements et la collaboration (voir pages 22 à 25), ainsi que nos efforts soutenus en faveur d'une Afrique pacifique et sûre (voir pages 34 à 37). Ce rapport donne vie à ces liens à travers les points de vue de nos partenaires – qu'il s'agisse de témoignages personnels (pages 38 à 41), d'analyses du secteur privé (pages 20 et 33) ou de perspectives politiques (pages 8 et 9).

À une époque où l'ordre multilatéral est particulièrement mis à l'épreuve, ce rapport met en avant la valeur de la coopération et du dialogue. En reliant certaines des économies les plus dynamiques du monde, notamment par le biais d'initiatives telles que la « Global Gateway » de l'UE, nous favorisons des partenariats fondés sur des intérêts communs et des avantages mutuels, renforçant ainsi la coopération entre l'Afrique, l'Allemagne et l'UE.

À propos de l'illustratrice de la couverture



Natasha Mwila est une artiste numérique originaire de Zambie. Son travail s'articule autour de thèmes tels que les inégalités, les injustices sociales et la représentation erronée des filles et des femmes.

« La connexion, de mon point de vue, est une expérience émotionnelle positive façonnée par des influences tant internes qu'externes. La première connexion que nous vivons est celle entre la mère et l'enfant, suivie de la connexion que nous développons avec nous-mêmes, puis avec notre environnement. La connexion est une force motrice qui nous soutient et donne un sens à la vie. »

À propos de l'Union africaine

L'Union africaine (UA) est la plus importante organisation panafricaine, regroupant l'ensemble ses 55 États Membres africains. Elle joue un rôle central dans la promotion de la paix et de la sécurité, de la gouvernance démocratique, de l'intégration économique régionale et du développement social à travers l'Afrique.



VISION DE L'UA:

Une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale

Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons

L'Agenda 2063 est le plan directeur à long terme de l'Afrique visant à transformer le continent en une puissance mondiale de demain. Il a pour objectif de concrétiser les objectifs d'un développement inclusif et durable et incarne de manière concrète la volonté panafricaine d'unité, d'autodétermination, de liberté, de progrès et de prospérité.

Les 7 aspirations de l'Agenda 2063 :



Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable



Un continent intégré, politiquement uni et fondé sur les idéaux du panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine



Une Afrique caractérisée par la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'État de droit



Une Afrique pacifique et sûre



Une Afrique dotée d'une identité culturelle forte, d'un patrimoine commun, de valeurs et d'une éthique partagées



Une Afrique dont le développement est axé sur les personnes, s'appuyant sur le potentiel des Africains, en particulier des femmes et des jeunes, et prenant soin des enfants.



L'Afrique en tant qu'acteur et partenaire mondial fort, uni, résilient et influent.

Notre vision



Nous sommes
un PARTENAIRE
DE CONFIANCE de
l'Union africaine



Nous INCARNONS LE
CHANGEMENT
et facilitons le
changement à
travers le continent



Nous CONNECTONS
LES PERSONNES,
LES PARTENAIRES
& LES IDEES
à travers l'Afrique



Nous encourageons
l'INNOVATION
et les SOLUTIONS
DURABLES pour les
défis continentaux

À propos de notre collaboration avec l'UA

Depuis 2004, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH travaille avec la Commission de l'UA, ainsi qu'avec de nombreuses institutions et agences spécialisées de l'UA, pour mettre en œuvre conjointement des programmes et des projets aux niveaux continental, régional et national. Il s'agit notamment de l'Agence de Développement de l'UA (AUDA-NEPAD), du secrétariat de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), du mécanisme de coopération policière de l'UA (AFRIPOL) et des centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC).

En tant que partenaire solide de l'Union africaine, la GIZ s'engage à faire progresser les aspirations du continent et les objectifs mondiaux de développement. Au nom de nos commanditaires – le Ministère fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) et le Ministère fédéral des Affaires Étrangères (AA) – ainsi que d'autres partenaires internationaux tels que l'Union Européenne, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) de la Suisse, nous soutenons les efforts de l'UA dans 44 de ses 55 États membres.

Le partenariat UA-GIZ s'inspire de la vision de l'UA et des sept aspirations fondamentales de l'Agenda 2063, tout en contribuant à la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de ses Objectifs de Développement Durable (ODD).



« Nous sommes unis par les principes de l'UA »

Entretien avec Birgit Pickel, directrice générale pour l'Afrique au BMZ

Pourquoi la coopération avec l'Union africaine (l'UA) est-elle si importante pour BMZ?

À l'heure où notre ordre, fondé sur des règles, est ouvertement remis en cause, l'UA – par son engagement en faveur du multilatéralisme, son appartenance au G20 et son rôle de porte-parole de l'Afrique – constitue un partenaire politique de premier plan. Cela se reflète également dans le déplacement du chancelier au sommet UA-UE en Angola et dans la visite de la ministre du Développement, Reem Alabali-Radovan, auprès du président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, en décembre 2025.

L'Allemagne soutient l'UA dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de l'Agenda 2063, le plan de

développement stratégique du continent. Depuis 2004, l'Allemagne apporte un soutien constant à l'UA, avec plus d'un milliard d'euros. Notre coopération se concentre sur la paix et la cohésion sociale, le développement économique durable (y compris la formation et l'emploi), la santé, ainsi que le climat et les énergies renouvelables. En particulier, la coopération technique à long terme – surtout par l'intermédiaire de la GIZ – renforce les institutions africaines dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions continentales.

Nous sommes unis par les principes de l'UA, tels que la paix, la démocratie et les droits de l'homme. Les grandes initiatives de réforme africaines, comme la Zone Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) ou le Marché Unique de l'Électricité en Afrique (AfSEM), offrent un formidable potentiel de coopération. Grâce à notre soutien, nous souhaitons créer, à l'échelle du continent, les conditions propices au financement du développement. Les flux financiers illicites, par exemple, coûtent à l'Afrique plus que ce qui lui revient au titre de la coopération au développement. L'Allemagne soutient donc l'UA, en collaboration avec l'Union Européenne, pour tarifer ces flux. Ainsi, nous promovons, par exemple, une plateforme électronique de lutte contre le blanchiment d'argent.

En quoi les entreprises allemandes tirent-elles également profit de la coopération avec l'UA ?

Avec la ZLECAF, l'UA est en train de créer le plus grand marché unique au monde. Cette zone de libre-échange offrira également d'importantes opportunités aux entreprises allemandes. Volkswagen prévoit que d'ici 2035, l'Afrique représentera un marché pouvant atteindre cinq millions de voitures neuves par an, soit quatre fois plus qu'en 2024. La mobilité électrique jouera également un rôle important. VW produit déjà au Ghana et vise à exporter en franchise de droits vers les pays voisins. Pour cela, les conditions-cadres doivent être réunies, notamment en ce qui concerne les normes environnementales et sociales. C'est pourquoi l'Allemagne renforce le Secrétariat du ZLECAF – l'acteur central et le moteur de la zone de libre-échange.

La ZLECAF a pour objectif de favoriser le développement industriel et de créer des emplois pour la population jeune d'Afrique. L'Allemagne soutient, entre autres, les initiatives de l'UA visant à développer des corridors d'infrastructures transfrontaliers pour la mobilité durable, les énergies renouvelables et la numérisation, conformément à l'initiative « Global Gateway » de l'UE. Nous favorisons ainsi l'intégration économique et créons des conditions-cadres fiables pour l'investissement, par exemple dans l'extraction responsable des

matières premières et le développement de chaînes d'approvisionnement plus diversifiées. Et nous créons des opportunités d'exportation dans les deux sens.

Quel rôle jouent l'Afrique et l'UA dans la lutte contre le changement climatique ?

L'Afrique n'est pas seulement particulièrement menacée par les effets du changement climatique, elle contribue aussi activement à façonner la politique climatique mondiale. Lors du Sommet africain sur le climat de 2025, les États membres de l'UA ont défini des solutions africaines, puis se sont rendus à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques avec une position commune. Malgré sa richesse en ressources fossiles, l'Afrique définit de plus en plus son avenir énergétique comme étant axé sur les énergies renouvelables. Elle possède également les matières premières nécessaires à un approvisionnement durable en énergies renouvelables à l'échelle mondiale.

En 2027, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique se tiendra à Addis-Abeba, siège de l'Union africaine. Nous nous y préparons en collaboration avec nos partenaires Africaine, car les décisions qui y seront prises détermineront l'avenir climatique de la planète. Et nous savons que les efforts en matière d'adaptation au changement climatique sur le continent africain doivent être considérablement intensifiés par rapport aux autres continents.

L'Allemagne investit massivement dans la transition énergétique en Afrique – environ un milliard d'euros par an à l'heure actuelle, principalement sous forme de prêts remboursables et de contributions essentielles à l'ouverture des marchés aux systèmes d'énergie renouvelable –, ce qui offre de grandes opportunités aux entreprises allemandes et européennes. Ce faisant, nous aidons notamment l'Union africaine à créer un marché énergétique à l'échelle du continent. Un vaste marché des énergies renouvelables en Afrique offre également des opportunités à l'Europe – par exemple l'hydrogène vert.

La propagation du Mpox en Afrique centrale et orientale a remis la santé au centre des préoccupations. Quel rôle joue l'UA dans ce domaine ?

L'importance de l'UA s'est manifestée non seulement lors des épidémies de Mpox et de choléra, mais aussi pendant la pandémie de COVID-19 des épidémies d'Ebola. Dans la lutte contre le Mpox, le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies ont coordonné le plan de réponse continental en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé. Cela a permis aux États Membres de l'UA de déployer leurs ressources plus efficacement. Comme les agents pathogènes ne connaissent pas de frontières, tout le monde en profite – y compris nous, en Europe. C'est pourquoi nous soutenons les centres de l'UA susmentionnés en leur fournissant des services de conseil technique afin de les aider à devenir encore plus efficaces.

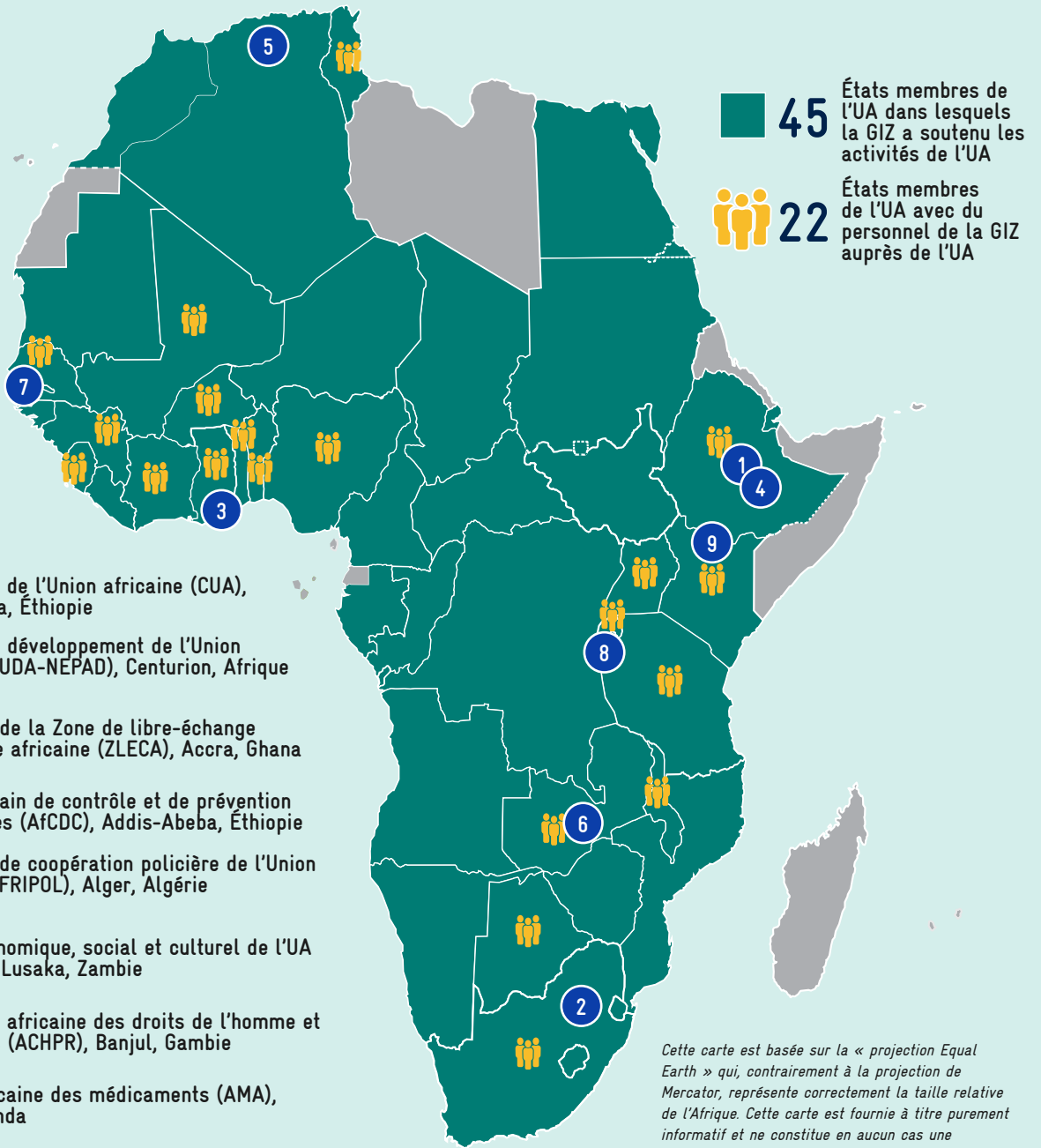
Le multilatéralisme traverse une crise profonde. Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir dans le contexte international actuel, notamment en ce qui concerne l'Afrique ?

Nous constatons que l'UA et ses États Membres se montrent, à juste titre, plus sûrs d'eux sur la scène internationale et exigent d'avoir leur mot à dire. Nous soutenons cette démarche. Ce qui me donne de l'espoir, c'est l'engagement clair de l'UA en faveur du multilatéralisme, même si les voix africaines restent sous-représentées dans les structures de gouvernance mondiale. L'adhésion de l'UA au G20 est un premier pas important vers une plus grande participation. Cependant, le multilatéralisme nécessite non seulement des engagements politiques, mais aussi des institutions compétentes. En particulier en période de tensions géopolitiques, une coopération fiable est cruciale pour que les décisions multilatérales aient un impact concret. L'Afrique est très jeune, et sa jeunesse est en quête de perspectives d'avenir. Nous le constatons, par exemple, dans notre soutien à la numérisation et au renforcement des opportunités économiques pour les jeunes et les femmes.

Birgit Pickel travaille au BMZ depuis plus de 25 ans et a occupé le poste de directrice générale pour l'Afrique entre 2022 et avril 2026. Outre l'Afrique, ses priorités thématiques portent sur la santé mondiale, l'approche « One Health » et la préparation aux pandémies.



Faits et chiffres



Cette carte est basée sur la « projection Equal Earth » qui, contrairement à la projection de Mercator, représente correctement la taille relative de l'Afrique. Cette carte est fournie à titre purement informatif et ne constitue en aucun cas une reconnaissance des frontières et des territoires au regard du droit international. La GIZ décline toute responsabilité quant à l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité de cette carte. Toute responsabilité pour des dommages directs ou indirects résultant de son utilisation est exclue.

Au niveau national

activités menées dans

45

États membres

Au niveau régional

coopération avec

7

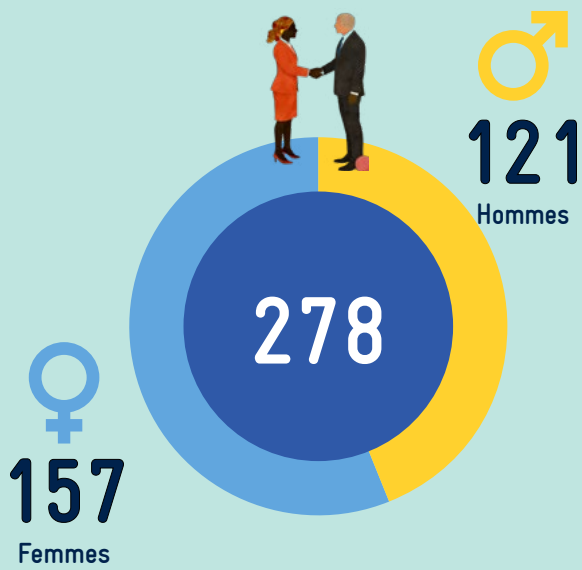
communautés économiques régionales

(CEN-SAD, COMESA, EAC, CEEAC, CEDEAO, IGAD, SADC)

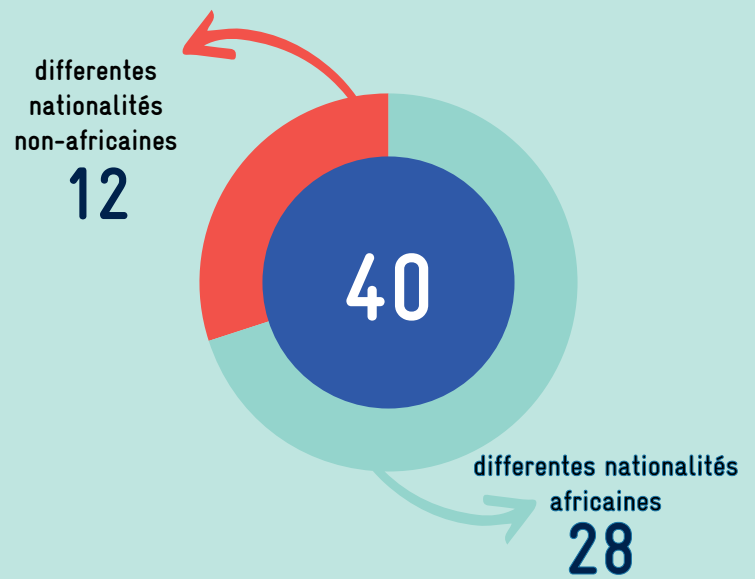
Au niveau continental

collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) et d'autres agences et organes spécialisés de l'UA

L'ÉQUIPE DE LA GIZ UA



NATIONALITÉS



BUDGET ET DÉPENSES



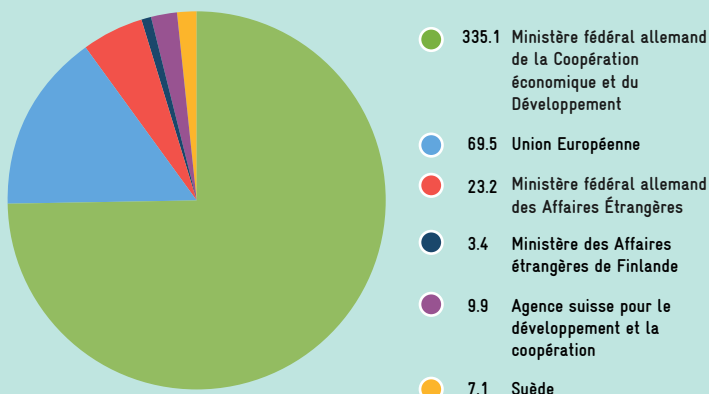
Volume global du portefeuille en millions d'euros en 2025



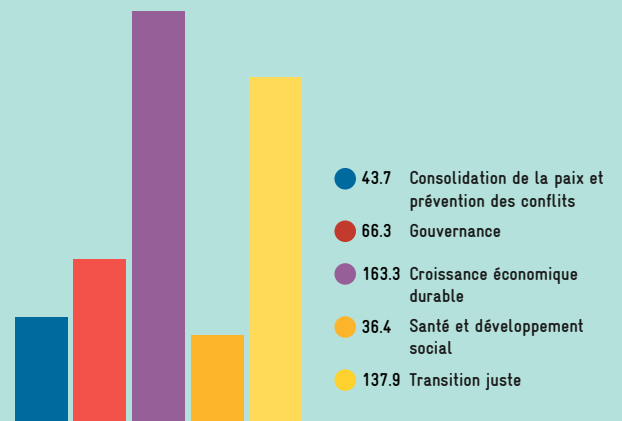
Dépenses annuelles en millions d'euros en 2025



Financement par source en millions d'euros



Financement par secteurs en millions d'euros





Nos domaines d'intervention

Croissance économique durable

Une croissance économique forte et inclusive est essentielle pour créer des emplois, améliorer les moyens de subsistance et multiplier les opportunités commerciales à travers l'Afrique. Nous soutenons l'Union africaine à bâtir des économies résilientes et à renforcer l'innovation au service d'une croissance durable.

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) constitue un pilier central de ce travail. Nous aidons l'UA et ses États Membres à concrétiser la ZLECAF et à faciliter la circulation, le travail et les activités commerciales des citoyens africains à travers le continent.

Nous collaborons également avec des partenaires africains et européens pour veiller à ce que les Africains tirent parti de la transformation numérique en réduisant les écarts en matière d'accès à Internet, de technologies et de compétences numériques. L'Afrique abritant la population la plus jeune au monde, nous encourageons des approches innovantes qui dotent les jeunes des compétences dont ils ont besoin pour les emplois de demain.



Consolidation de la paix et prévention des conflits

Une Afrique pacifique et sûre est le fondement du développement durable. À l'heure où les troubles civils et l'instabilité politique s'intensifient dans certaines régions du continent, l'UA joue un rôle essentiel dans la prévention des conflits et le maintien de la stabilité. Nous soutenons l'UA dans ses efforts pour prévenir les crises, transformer les conflits et construire la paix.

Nous soutenons également les efforts de l'UA visant à clarifier les frontières. Bon nombre des frontières africaines ont été tracées à l'époque coloniale et restent mal définies, créant des zones d'ombre territoriales susceptibles d'alimenter les conflits et les différends liés aux ressources naturelles. Notre action renforce la stabilité et instaure la confiance dans les régions frontalières.



AfCFTA

Soutien à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine

08/2020 – 03/2028, 78,2 millions d'euros
y compris l'initiative Team Europe « Mécanisme d'assistance technique pour soutenir la ZLECAF et l'intégration économique continentale » cofinancée par l'Union Européenne et le Danemark, la Finlande, la France, l'Irlande, les Pays-Bas et la Suède

AfPQ

Alliance pour la qualité des produits en Afrique

03/2023 – 03/2026, 5 millions d'euros

DataCipation

Politiques numériques et de données inclusives et harmonisées en Afrique

06/2020 – 07/2026, 41,3 millions d'euros
y compris l'action multi-donateurs « Gouvernance des données en Afrique » cofinancée par l'Union Européenne

Cyber

Partnership for Strengthening Cybersecurity

02/2023 – 12/2028, 5,5 millions d'euros
y compris l'action multi-donateurs « Safe Digital Boost Africa (SDBA) » cofinancée par l'Union Européenne

AIMM

Intégration africaine par la migration et la mobilité de la main-d'œuvre

01/2022 – 08/2029, 29,3 millions d'euros
y compris un projet multi-donateurs soutenant le Programme conjoint sur la migration de main-d'œuvre (JLMP) cofinancé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et la Direction du développement et de la coopération suisse

HMCCC

Mobilité humaine dans le contexte du changement climatique

12/2023 – 03/2027, 0,8 millions d'euros
y compris l'action multi-donateurs « Améliorer la mise en œuvre d'approches résilientes au changement climatique et sensibles au genre en matière de mobilité humaine dans le contexte du changement climatique », cofinancée par la Direction suisse du développement et de la coopération

SIFA

Initiative pour les compétences en Afrique

01/2023 – 12/2026, 7,9 millions d'euros

AUPSG

Soutien à l'UA en matière de paix, de sécurité et de gouvernance

05/2022 – 05/2030, 22 millions d'euros

AUBP

Gouvernance des frontières – Soutien à l'Union africaine Programme sur les frontières

07/2023 – 06/2026, 15 millions d'euros

AFRIPOL

Programme visant à mettre en place et à renforcer les structures policières en Afrique

01/2023 – 12/2025, 1,7 millions d'euros

TANA

Soutien au Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique

07/2021 – 04/2025, 5 millions d'euros

Santé et développement social

Les pandémies et les défis en matière de santé publique peuvent compromettre le développement économique et social de l'Afrique. Nous collaborons avec l'UA et ses partenaires pour renforcer les institutions de santé afin qu'elles puissent mieux prévenir, détecter et faire face aux menaces sanitaires.

Nous encourageons également une coopération renforcée à l'échelle du continent afin que les pays puissent répondre plus efficacement aux risques sanitaires. En reliant les données relatives à la santé des personnes, des animaux et de l'environnement, nous aidons nos partenaires à détecter et à gérer plus rapidement les épidémies.



Gouvernance

Des institutions publiques efficaces sont essentielles pour répondre aux besoins des citoyens et renforcer la confiance dans les pouvoirs publics. Nous aidons l'UA et d'autres institutions publiques à devenir plus transparentes et plus proches des citoyens. Nous soutenons également les efforts déployés par l'UA à mettre en œuvre les engagements pris par les pays africains dans les domaines des droits de l'homme, d'égalité entre les sexes et des droits des personnes handicapées.

Nous travaillons également avec les pays africains pour renforcer la gouvernance économique et la résilience financière. Cela passe notamment par la lutte contre les flux financiers illicites, le renforcement des systèmes de recettes nationales, l'amélioration de la gestion de la dette et la mobilisation d'investissements privés durables.

Enfin, nous collaborons avec l'UA et les groupes de réflexion africains pour renforcer la voix de l'Afrique sur la scène internationale et combler le fossé entre la recherche et l'élaboration des politiques.



SAHA

Renforcement de l'architecture sanitaire de l'UA

12/2021 – 02/2028, 23,9 millions d'euros

PROH

Programme mondial « Résilience face aux pandémies, One Health »

09/2021 – 08/2027, 2,1 millions d'euros

SAHA et PROH mettent conjointement en œuvre l'action multidonateurs « Renforcement de la coordination One Health en Afrique : soutien au CDC Afrique », cofinancée par l'Union Européenne.

BACKUP Santé

Programme mondial de renforcement des systèmes de santé

04/2020 – 06/2026, 3,3 millions d'euros

y compris l'action multi-donateurs « Structure de soutien à l'initiative Team Europe sur la fabrication et l'accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de santé en Afrique (MAV+) », cofinancée par l'Union Européenne

OHDA

Alliance pour les données « One Health » en Afrique

01/2022 – 12/2028, 5 millions d'euros

S4DA

Le sport au service du développement en Afrique

08/2022 – 06/2025, 2,1 millions d'euros

AWARE

Promotion des droits de l'homme et autonomisation des femmes en Afrique

07/2023 – 06/2026, 9 millions d'euros

SFIFD

Renforcement du financement du développement en Afrique par la lutte contre les flux financiers illicites et une gestion efficace de la dette

07/2024 – 06/2028, 28,4 millions d'euros

Tous les programmes et projets sont mis en œuvre pour le compte du gouvernement allemand.

GFG

Bonne gouvernance financière en Afrique

02/2019 – 06/2026, 11 millions d'euros

y compris l'initiative multidonateurs « Lutte contre les flux financiers illicites en Afrique » cofinancée par l'Union Européenne et le ministère des Affaires étrangères de Finlande

ICBP

Programme de renforcement des capacités institutionnelles

01/2024 – 12/2026, 6,5 millions d'euros

BRIDGE

Renforcement des droits des personnes handicapées en Afrique

11/2024 – 10/2028, 10 millions d'euros

K4T

Soutien aux groupes de réflexion africains pour l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles

01/2022 – 06/2028, 0,9 millions d'euros

Gestion de la dette (SFF)

08/2023 – 10/2026, 0,5 millions d'euros

Transition juste

L'Afrique contribue à moins de 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais elle figure parmi les régions les plus exposées aux risques climatiques et aux catastrophes. Il est donc essentiel pour le développement de l'Afrique de renforcer les infrastructures, les systèmes énergétiques et les villes afin de faire face à ces risques. Nous travaillons avec l'UA pour renforcer le développement urbain et les systèmes d'approvisionnement en eau capables de résister à ces risques.

Nous œuvrons également en faveur d'un continent plus vert et mieux connecté en développant un réseau électrique africain, en mettant en place des corridors d'infrastructures transfrontaliers reliant les pays et les marchés, et en favorisant le dialogue entre l'Afrique et l'Europe afin d'accroître les investissements dans les énergies renouvelables.

Pour soutenir une croissance inclusive dans les zones rurales, nous travaillons également avec nos partenaires afin d'améliorer la gestion des terres et de protéger les droits fonciers, tout en encourageant l'innovation dans l'agriculture et la production animale.



Global Gateway



Tous les programmes et projets sont mis en œuvre au nom du gouvernement allemand.



Africa InCORE

Corridors intégrés pour la croissance économique en Afrique – Appui au PIDA

11/2021 – 10/2029, 22,5 millions d'euros

SLGA

Renforcement des capacités de conseil en matière de gouvernance foncière en Afrique

11/2014 – 11/2026, 47,7 millions d'euros

RIA

Initiative pour la résilience en Afrique

07/2022 – 06/2029, 22 millions d'euros

ENGAGE

Accélération de la transition énergétique en Afrique

01/2025 – 11/2027, 16,5 millions d'euros

AEEP

Partenariat Afrique-UE pour l'énergie

04/2018 – 09/2026, 11,7 millions d'euros
cofinancé par l'Union Européenne

ABF

Facilité pour l'agro-industrie en Afrique

01/2020 – 06/2027, 1 millions d'euros

SecBlue

Sécurité mondiale de l'eau pour un développement résilient

01/2024 – 12/2027, 12,2 millions d'euros
y compris l'action multi-donateurs « Blue Africa » cofinancée par l'Union Européenne

AgSyS

Programme mondial « Systèmes et politiques agricoles durables »

03/2023 – 12/2027, 0,5 million d'euros

PeOPLE Fund

pour le renforcement des capacités humaines des partenaires dans le domaine de l'agriculture, Développement rural et sécurité alimentaire

01/2023 – 03/2029, 0,8 millions d'euros

LiveSys

Catalyseur de la transformation vers des systèmes d'élevage durables

01/2024 – 12/2028, 2,5 millions d'euros

Soil Matters

Innovations pour la santé des sols et l'agroécologie

01/2025 – 04/2029, 0,6 millions d'euros

Soutien au Sommet africain sur le climat (ACS2)

07/2025 – 06/2026, 0,5 millions d'euros



NOTRE TRAVAIL EN 2025



Plus de **10 500 personnes** ont noué des liens,

collaboré et échangé leurs connaissances lors de plus de 80 événements organisés à travers le continent



La participation du secteur privé, de la société civile et/ou du monde universitaire a été renforcée dans plus de

55 initiatives continentales

favorisant ainsi une prise de décision inclusive et efficace



Nous avons veillé à ce que des dispositions relatives aux droits de l'homme, à l'égalité des sexes et à la protection du climat soient intégrées dans

plus de 45 documents officiels de l'UA



Nos campagnes en ligne ont touché plus de

2 millions d'utilisateurs des réseaux

sociaux, renforçant ainsi la notoriété de notre marque et suscitant l'engagement



En collaboration avec notre partenaire, nous avons développé plus de **120 supports pédagogiques** afin d'accélérer

l'intégration régionale



Plus de **6 500 personnes** ont noué des liens, collaboré et échangé leurs connaissances lors de plus de **80 événements** organisés à travers le continent.



CRÉER UN MARCHÉ AFRICAIN UNIQUE

L' Afrique est un vaste continent dont la population ne cesse de croître et où la classe moyenne, très à l'aise avec les technologies, se développe rapidement. Pourtant, les lacunes en matière d'infrastructures et la fragmentation réglementaire constituent des obstacles à son développement économique et à l'expansion du commerce extérieur. La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) ouvre des portes à tous, de l'exportateur pharmaceutique tunisien expédiant des médicaments vers l'Afrique du Sud au spécialiste kenyan de DHL qui maîtrise les règles permettant le bon fonctionnement du commerce transfrontalier. Mais pour transformer un accord historique en résultats concrets, il faut de la formation, de la confiance et un soutien technique adapté.

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) est un projet phare de l'Union africaine qui rassemble tous les pays africains afin de créer un marché unique des biens et des services. La baisse des droits de douane a permis au Tunisien Mohamed Rouahi d'étendre son marchés d'exportation de produits



Le commerce ne peut exister que si les gens se font confiance et connaissent les règles.



pharmaceutiques, les produits de son entreprise atteignant désormais l'Afrique du Sud, située à 8 000 kilomètres de là. « Cela nous a permis de fidéliser notre clientèle et d'explorer le marché africain », a-t-il déclaré lors d'un événement organisé en octobre 2025 pour célébrer les premières expériences

d'exportation de la Tunisie dans le cadre de la ZLECAF. La Tunisie participe à l'Initiative pour le commerce guidé (GTI) de la ZLECAF, lancée en 2022 et mise en œuvre par le Secrétariat de la ZLECAF afin de lancer, tester et accélérer des échanges commerciaux significatifs dans le cadre de la ZLECAF. La GIZ aide le secrétariat à trouver des moyens de favoriser l'intégration régionale, de renforcer les capacités de négociation pour les protocoles sur l'investissement, la concurrence et la propriété intellectuelle, et de faciliter l'engagement du secteur privé.

En octobre 2025, la Tunisie avait enregistré 370 opérations

d'exportation menées par 42 entreprises, démontrant ainsi l'intérêt concret de bénéficier de tarifs préférentiels et d'accéder à de nouveaux marchés africains. Les autres pays cibles sont l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, la Zambie, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Rwanda.

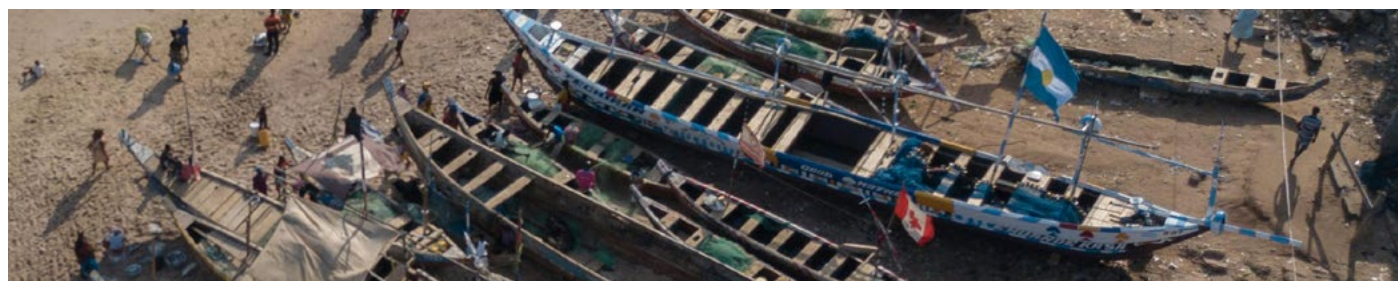
La GTI est l'une des nombreuses initiatives soutenues par la GIZ dans le cadre d'une initiative plus large de Team Europe au sein de laquelle la GIZ travaille, au nom de l'Allemagne, de la France et de l'Espagne.

L'objectif est de renforcer l'UA afin de garantir la mise en place d'un cadre juridique et de gouvernance efficace pour la ZLECAF, de sorte que les échanges commerciaux entre les 55 pays africains et le reste du monde soient aussi efficaces que possible. La ZLECAF crée le plus grand marché commun au monde, renforce les chaînes d'approvisionnement mondiales et ouvre la voie à des relations commerciales plus étroites et plus équilibrées entre l'Afrique et ses partenaires internationaux, y compris l'Europe.

« Le commerce ne peut exister que si les gens se font confiance et connaissent les règles », explique Barbara Rippel, responsable du programme. C'est pourquoi les programmes de soutien de la GIZ à la mise en œuvre de la ZLECA sont si importants. L'harmonisation de la politique commerciale intra-africaine et la garantie de sa compatibilité avec la politique de l'UE permettent de développer le cadre juridique nécessaire à la confiance et au commerce. La zone fait de l'accord de coalition du gouvernement allemand, ce qui souligne son importance pour la politique de développement du pays.

Les effets positifs de l'AfCFTA sont tangibles. Depuis une modification des règles d'origine de l'AfCFTA intervenue fin 2025, les constructeurs automobiles allemands, tels que Volkswagen, qui opèrent en Afrique du Sud, au Kenya, au Ghana et au Rwanda, peuvent bénéficier de tarifs douaniers réduits lorsqu'ils exportent des véhicules entre pays africains, sous réserve du respect des règles d'origine de l'AfCFTA et des barèmes tarifaires nationaux applicables.

Pour beaucoup, cette zone de libre-échange constitue un pilier décisif du développement économique de l'Afrique. Les projections vont dans ce sens : le commerce intra-africain devrait augmenter de 45 % d'ici 2045.



ZLECAF - LES FAITS

L'accord de la ZLECAF est entré en vigueur le 1er janvier 2021

54 pays africains ont signé l'accord

Avec une population de 1,4 milliard d'habitants, la ZLECAF constitue le plus grand marché unique au monde

¹ UNECA, 2025

Une perspective commerciale

Par Michael Marmon-Halm, directeur général pour le Ghana chez fairafric

Pourquoi souhaitez-vous commercer dans le cadre des règles de la ZLECAF ? Quels avantages en attendez-vous ?

La ZLECAF ouvre l'accès à un marché africain plus vaste pour le commerce et permet d'accéder aux pays qui y sont affiliés. Grâce à ses dispositions, nous pourrions bénéficier de tarifs douaniers réduits et d'une diminution des barrières commerciales. Pour notre entreprise, cela signifie atteindre de nouveaux clients au-delà du Ghana tout en renforçant les chaînes d'approvisionnement régionales. Si nous parvenons à exporter vers davantage de pays africains à des prix compétitifs, cela permettra de réduire le coût d'exportation des produits finis à base de chocolat. Cela impliquera également d'importer nos matières premières, telles que les noix de cajou, le lait, etc., depuis d'autres pays africains, ce qui augmentera les recettes au sein du continent africain.

Vous avez fait partie d'une délégation d'affaires à Kigali organisée par le secrétariat de la ZLECAF. Quelles ont été vos impressions et les résultats obtenus ?

La délégation à Kigali a permis de mieux comprendre comment la ZLECAF facilite les échanges commerciaux à travers l'Afrique. Les discussions ont mis en évidence des opportunités concrètes de partenariats transfrontaliers. Elles ont également permis de nouer des contacts et de comprendre comment les affaires peuvent être menées dans d'autres pays africains. Dans le cadre de cette délégation d'affaires, nous avons eu des entretiens de suivi avec des interlocuteurs clés, qui ont débouché sur des résultats concrets et de nouveaux partenariats. Nous espérons poursuivre notre expansion dans d'autres régions.

ZLECAF crée le plus grand marché commun au monde. En quoi cette enveloppe rend-elle votre entreprise plus attractive pour les investisseurs allemands par rapport à il y a cinq ans ?

L'envergure de ZLECAF renforcera l'attrait de l'Afrique pour les investisseurs. Pour des entreprises comme la nôtre, cela signifie que les investisseurs ne se concentrent plus sur un seul marché national,



mais sur un marché continental. Un marché plus vaste pour leurs rendements. Ce potentiel de marché élargi rend les investissements à long terme dans le secteur manufacturier bien plus attractifs pour tous les investisseurs.

Selon vous, comment la ZLECAF permet-elle à une entreprise de votre région de s'intégrer dans la chaîne de valeur mondiale ?

L'un des principaux objectifs de la ZLECAF est de favoriser l'intégration régionale au profit des entreprises, afin de mettre en place des systèmes de chaîne d'approvisionnement plus solides qui permettront, par conséquent, de se connecter aux marchés mondiaux et à des marchés plus vastes. Par exemple, le cacao transformé localement en chocolat peut circuler plus facilement sur les marchés africains. Cela renforce la capacité de production africaine et permet aux entreprises d'exporter de manière compétitive à l'échelle mondiale. Cela permet aux entreprises locales de participer plus activement aux chaînes de valeurs mondiales et d'augmenter leur production, car il existe un marché prêt à acheter leurs produits.

fairafric est une entreprise qui produit du chocolat équitable au Ghana pour le marché européen

Réalisations en 2025



Mise en place d'institutions responsables

- Le mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la ZLECAF (AFIRM) pour le protocole sur le commerce des marchandises a été élaboré et adopté avec succès par le Secrétariat de la ZLECAF, avec le soutien du projet. Il constitue un outil de suivi et d'évaluation permettant de contrôler le respect des dispositions, de renforcer la transparence et d'identifier les domaines nécessitant un soutien technique et financier



Accélération de la mise en œuvre

- A aidé le Secrétariat de la ZLECAF à passer de la phase de négociation à celle de la mise en œuvre
- A aidé trois communautés économiques régionales à aligner leur liste de droits d'importation sur les règles commerciales de la ZLECAF
- A renforcé les comités nationaux de mise en œuvre dans 8 pays

Renforcer l'impact au niveau national

- Réalisation d'analyses juridiques dans trois pays afin d'aligner les législations nationales sur le protocole de ZLECAF relatif au commerce des services
- Renforcement du cadre du commerce numérique au Kenya afin d'attirer les investissements
- Accompagnement du Ghana dans l'élaboration de la mise en œuvre du protocole sur les femmes et les jeunes



Suivi des progrès en matière d'intégration régionale

- Avec le soutien de la GIZ, la Commission de l'UA a mis au point l'indice synthétique africain d'intégration régionale (ASRII), qui permet de suivre et de comparer les progrès en matière d'intégration régionale au sein des communautés économiques régionales

Simplifier le commerce africain



Kimotho Kariuki est spécialiste de la conformité et de la stratégie ZLECAF chez DHL Kenya ; il a suivi une formation sur les principes des règles d'origine qui sous-tendent le marché commun.

« J'accompagne des clients dans leurs exportations depuis des années, mais cette formation m'a permis d'approfondir mes connaissances », explique Kimotho Kariuki, qui a participé à une formation sur les principes des règles d'origine dans le cadre de la ZLECAF. À l'issue de cette formation, il a été nommé spécialiste de la conformité et de la stratégie chez DHL Kenya. « Je me sens désormais en confiance pour donner des conseils sur les subtilités des règles d'origine et la dynamique commerciale au sens large. C'est un tournant vers un engagement plus éclairé et stratégique dans le commerce continental. »

La formation a été organisée par la GIZ et l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), en partenariat avec l'Autorité fiscale du Kenya. Avant que M. Kariuki ne rejoigne plus de

50 professionnels issus d'organisations telles que DHL, L'Oréal, Nestlé, Kevian et l'Association des fabricants du Kenya pour cet atelier, il s'appuyait souvent sur des documents de référence obsolètes et des réseaux informels.

Dans le commerce international, les règles d'origine constituent les critères essentiels permettant de déterminer

la provenance d'un produit. Ces règles déterminent si les marchandises peuvent bénéficier de tarifs préférentiels et d'un dédouanement accéléré dans le cadre d'accords tels que la ZLECAF. Par le passé, le manque de compréhension de ces exigences complexes a constitué un obstacle majeur au Kenya, privant les entreprises d'un accès en franchise de droits et d'avantages concurrentiels.

Grâce à cette formation, David Maru, de l'English Press, une imprimerie kenyane, a découvert de nouvelles opportunités commerciales. « Cette session m'a révélé des opportunités d'exportation auxquelles je n'avais pas pensé. Les intervenants ont rendu les sujets complexes liés aux tarifs douaniers et à ZLECAF accessibles et exploitables », explique-t-il.

Victor Msesa, responsable au siège de l'Administration fiscale du Malawi, a suivi une formation similaire à celle de Kariuki. De plus, ces agents sont désormais en mesure de former d'autres personnes. De même, Jocelyn Ntiako, haut responsable des recettes fiscales au Ghana, explique qu'avant la formation sur les règles d'origine, de nombreux agents des douanes de son pays avaient du mal à appliquer avec assurance les règles commerciales dans le cadre des différents régimes. Les exercices pratiques et les études de cas proposés lors des sessions ont permis de clarifier les choses et de remonter le moral : « Ils sont désormais en mesure de vérifier et de valider les certificats d'origine dans le cadre de divers régimes commerciaux », explique Mme Ntiako. Au nom de l'Allemagne et de ses partenaires de Team Europe, la GIZ œuvre en faveur d'une transformation à plus grande échelle sur l'ensemble du continent.

L'énorme potentiel de la zone de libre-échange peut être illustré par un simple chiffre : En simplifiant les formalités administratives et en renforçant la compétitivité, les commerciaux pourraient être réduits de 20 %.



J'accompagne des clients dans leurs exportations depuis des années, mais cette formation m'a apporté une nouvelle dimension. »



LES DONNÉES, PROCHAIN MOTEUR DE CROISSANCE DE L'AFRIQUE



Une application alimentée par l'IA qui aide les Kényans à faire valoir leurs droits légaux et une plateforme numérique qui aide à combler le déficit de compétences en matière d'enseignement dans les communautés rurales du Nigéria - voilà deux des 15 projets de la société civile financés par le Fonds Civic Tech de l'Union africaine. Derrière cela se trouve un programme de la GIZ qui construit des cadres harmonisés de gouvernance des données qui rendent l'Afrique prête à l'investissement, protègent les citoyens et permettent au commerce de circuler librement entre le continent et l'Europe.

Le Kényan John Mwangi pensait qu'il allait être expulsé de son logement, mais il a reçu rapidement des conseils juridiques grâce à l'accès d'une organisation de la société civile locale à une application numérique alimentée par l'IA.

L'organisation a utilisé l'application LexChat de la société kényane de technologie juridique Esheria pour aider Mwangi. L'application permet d'effectuer des recherches et des analyses juridiques instantanées et précises, ainsi que de rédiger des documents. «Je me suis sentie protégée pour la première fois», déclare Mme Mwangi.

Ce qui prenait des jours de recherche peut désormais être traité en quelques heures, ce qui permet à l'équipe de répondre plus efficacement aux cas urgents tels que les détentions illégales, la violence sexiste et les menaces d'expulsion. «Nous avons tout à portée de main. Cela signifie que les victimes n'ont pas à attendre, et cela peut changer leur vie», déclare Mary Opondo, juriste au réseau des droits de l'homme de Midrift.

Au Nigéria, la Fondation Restored Heart a développé une application, Teacher Bank, pour permettre aux enseignants d'accéder à des ressources éducatives essentielles, à des outils numériques et à des opportunités de développement professionnel.

«J'ai appris à faire mieux et j'espère faire encore plus», déclare Mary Bahago, l'une des éducatrices qui a utilisé les ressources de l'application. Les applications Esheria LexChat et Teacher Bank ne sont que deux des 15 projets de la société civile financés

par le Fonds Civic Tech de l'Union africaine en 2025 afin qu'ils puissent être développés. « Je suis impressionné de voir comment les innovations de la société civile sont déployées à grande échelle pour donner les moyens d'agir à des millions de citoyens. C'est de l'entrepreneuriat au service de la bonne gouvernance », déclare Franz von Weizsäcker.

Le programme de la GIZ qu'il dirige, DataCipation, soutient l'Union africaine (UA) dans le cadre d'un large éventail de projets, notamment l'élaboration de politiques solides en matière de gouvernance des données.

En 2025, le programme a conseillé l'UA sur son soutien à six États membres dans l'élaboration de leurs premiers cadres nationaux de gouvernance des données et en veillant à ce qu'ils soient harmonisés avec le cadre de gouvernance des données de l'UA.

L'harmonisation des réglementations régionales et nationales en matière de données en Afrique favorise la mise en œuvre complète de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, car l'alignement des règles de gouvernance des données facilite les échanges transfrontaliers de biens et de services. En outre, cela signifie que les entreprises d'un pays africain peuvent plus facilement se développer dans d'autres pays africains.

DataCipation aide également l'UA à faire en sorte que l'alignement des réglementations africaines en matière de données sur celles de l'Union Européenne favorise l'interconnexion de la chaîne d'approvisionnement entre l'Afrique et l'Europe, stimulant ainsi les échanges avec l'immense continent africain et ses 1,4 milliard d'habitants.

«En œuvrant pour une gouvernance numérique plus crédible et plus transparente, les partenaires commerciaux européens bénéficieront d'un environnement juridiquement prévisible et les économies africaines d'un accès durable aux capitaux», a déclaré von Weizsäcker.

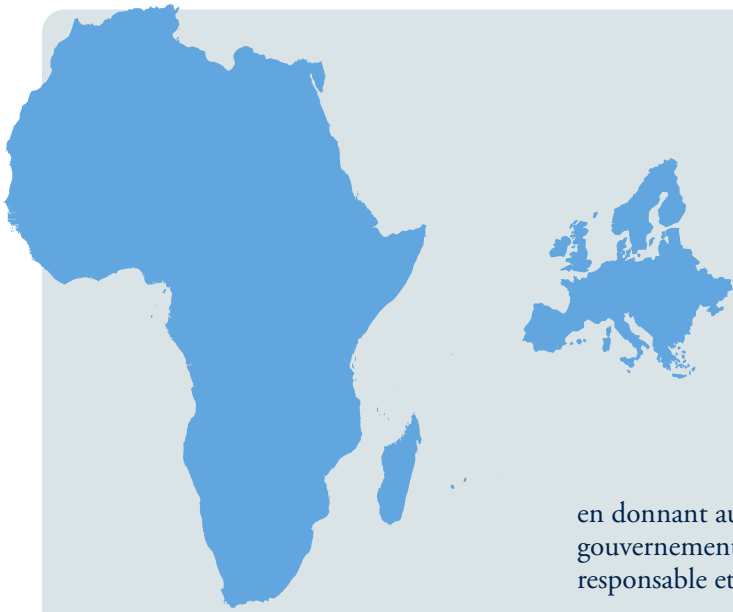
Le travail de DataCipation montre que lorsque la gouvernance numérique repose sur des bases solides, les avantages vont bien au-delà des conseils d'administration et des accords commerciaux - jusqu'aux personnes qui en ont le plus besoin.



Numériser l'Afrique

Mis en œuvre par la GIZ au nom du gouvernement allemand et en partenariat avec l'Union africaine, DataCipation vise à créer des politiques numériques et de données harmonisées à travers le continent.

Construire un pont commercial numérique



La GIZ travaille avec l'UA et les autorités régionales et nationales pour :

- aligner les politiques africaines en matière de données et les harmoniser avec celles de l'UE, afin que les entreprises des deux régions puissent échanger des données sans être gênées par des lois contradictoires sur la protection des données
- Stimuler les économies en élaborant des réglementations rationalisées qui réduisent le fardeau de la conformité pour les petites entreprises
- Contribuer à la stabilité des sociétés africaines en donnant aux citoyens les moyens de demander des comptes aux gouvernements et aux institutions par la promotion d'une utilisation responsable et transparente des données par la société civile
- Créer un marché prêt à l'investissement en alignant les politiques nationales africaines en matière de données sur le cadre de politique de données de l'UA, qui rend opérationnel le protocole de commerce numérique de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine

Réalisations en 2025



A aidé six pays africains à mettre en place leurs cadres nationaux de gouvernance des données : le Burundi, la République Démocratique du Congo, la Gambie, le Lesotho, le Mozambique et la Sierra Leone



Soutien à des solutions numériques innovantes visant à renforcer l'engagement citoyen par l'intermédiaire de 15 organisations dans le cadre du Fonds pour les technologies civiques de l'UA



Soutien à l'Afrique du Sud pour l'alignement de son cadre national de gouvernance des données sur celui de l'UA



Soutien à la première édition du Festival de l'innovation de l'Union africaine (AU InnoFest), qui met en avant le travail de l'UA avec les innovateurs et l'écosystème numérique africain



Citations des bénéficiaires du Fonds Civic Tech de l'UA



Cette reconnaissance prouve que nos luttes locales ont une pertinence mondiale et que le pouvoir des citoyens, amplifié par la technologie, peut remodeler la gouvernance n'importe où. »

- Habib Sheidu, de la Fondation AdvoKC, après que son projet Promise Tracker a reçu le Young Global Changers Award dans la catégorie Reimagine Civic Engagement à Berlin, en Allemagne. Promise Tracker NG est conçu pour suivre, mesurer et rendre compte des promesses de campagne et du programme législatif des responsables gouvernementaux afin de favoriser la responsabilisation et la citoyenneté active.



Promise Tracker m'a fourni les preuves dont j'avais besoin. Mes articles sont désormais étayés par des données que les responsables ne peuvent ignorer »

- Uti Emmanuel, journaliste à FIJ Nigeria, à propos de l'application Promise Tracker NG



Je suis allée voter cette année parce que je n'ai plus peur d'être maltraitée depuis que j'ai une voix grâce à SmartRR »

- anonyme, Nigeria, sur l'application Smart Reporting and Referral (SmartRR) de la Big Family 230 Foundation qui permet de signaler anonymement la violence sexiste sur le genre



Le pont numérique du Kenya vers l'Europe

Le Kenya, l'un des pays africains les plus avancés sur le plan numérique, pourrait bientôt obtenir la «reconnaissance d'adéquation» de l'Union Européenne (UE), confirmant que ses lois sur les données sont essentiellement équivalentes au règlement général sur la protection des données de l'UE. Cela signifie que les données personnelles pourront circuler en toute transparence entre l'UE et le Kenya, sans garanties juridiques supplémentaires.

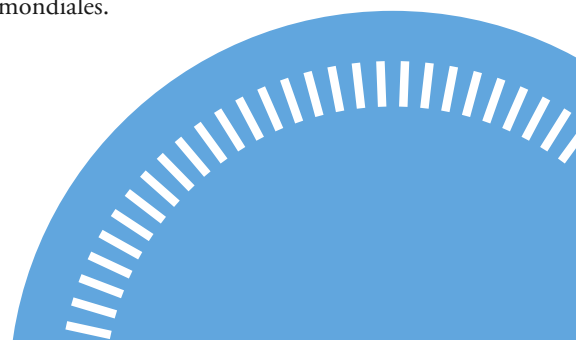
Pour les entreprises kényanes, il s'agit d'un catalyseur commercial considérable, qui leur permet de traiter des données pour des géants européens aussi facilement qu'une entreprise basée à Berlin ou à Paris.

Le parcours du Kenya illustre une réalité africaine plus large, qui ne s'aligne ni pleinement sur l'Orient, ni sur l'Occident, mais cherche plutôt à tirer parti des opportunités offertes par toutes les parties : les réseaux de télécommunications du Kenya sont construits à l'aide de matériel fourni par l'entreprise chinoise Huawei. Parallèlement, les géants américains du cloud tels que Google, Microsoft et

AWS ont massivement investi et sont très actifs au Kenya, où ils emploient un nombre considérable de personnes.

En matière de réglementation des données, le Kenya a délibérément choisi le modèle européen, qui permet les flux transfrontaliers de données tout en protégeant les droits des individus. Cela contraste avec le modèle chinois, caractérisé par une localisation stricte et un contrôle étatique, et avec le modèle américain, où les flux transfrontaliers de données ne sont pas réglementés.

Cela a facilité l'obtention prochaine de la reconnaissance de l'adéquation par l'UE, offrant ainsi au secteur privé kényan des relations commerciales directes avec l'Europe, l'une des plus grandes économies mondiales.





UN REGARD NEUF SUR LES MIGRATIONS

Lorsque l'on évoque les migrations africaines, on oublie souvent les millions d'Africains qui apportent leurs compétences, leur esprit d'innovation et leur dynamisme économique aux autres pays africains d'accueil. L'initiative « Move Africa » s'est donné pour mission de changer cela – et les résultats montrent que cela fonctionne.

Les migrants apportent des compétences, de l'innovation et un esprit d'entreprise qui renforcent les économies et les communautés. Cependant, la couverture médiatique se concentre souvent sur les préoccupations liées à l'emploi, à la sécurité et à la cohésion sociale. C'est également le cas en Afrique. Il doit y avoir un moyen de présenter la migration sous un jour positif. Comme l'histoire de Bonang Libate. Elle envoie la majeure partie de l'argent qu'elle gagne en Afrique du Sud en cousant des vêtements pour le marché de l'exportation chez elle, au Lesotho, où cela lui a permis de nourrir et d'éduquer ses quatre enfants. Bonang fait partie des millions d'Africains qui se déplacent entre les 55 pays du continent à la recherche d'une vie meilleure pour eux-mêmes et leurs familles.

Une migration transfrontalière libre et réglementée est au cœur du plan d'action « Agenda 2063 » de l'Union africaine (UA) pour le développement continental, et le Protocole sur la libre circulation de l'Union constitue le document de référence pour la création d'un espace de type Schengen qui permettrait aux citoyens africains d'entrer dans n'importe quel État membre de l'UA sans visa préalable, d'y résider, d'y travailler ou d'y créer une entreprise.

C'est pourquoi la ratification et la mise en œuvre du protocole sont largement considérées comme une condition préalable à la réussite de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, qui vise à réunir les 55 États

membres de l'UA au sein du plus grand marché unique au monde.

C'est ainsi qu'est née l'initiative « Move Africa ». Sous l'égide de l'Union africaine et avec le soutien de la GIZ, cette initiative visait à redéfinir et à enrichir le discours médiatique africain sur la migration, en passant d'une vision axée sur la crise et les conflits à une représentation plus équilibrée, mettant en avant le rôle de la migration dans le développement économique et social du continent.

« Le projet a pour objectif de fournir aux journalistes et aux créateurs de contenu les outils, la formation et les ressources nécessaires pour faire entendre des voix diverses, encourager un dialogue équilibré et promouvoir des politiques garantissant que la migration soit un moteur du développement », explique Leslie Richer, directrice de l'information et de la communication à la Commission de l'Union africaine. Pour produire ces reportages, l'initiative a réuni les organisations médiatiques Africa No Filter, African Women in Media (AWiM), YouthHubAfrica et The Continent, qui ont suivi une formation sur la narration de données dispensée par le Baraza Media Lab. À l'issue de la formation, les journalistes ont déclaré avoir considérablement gagné en assurance pour traiter des questions liées à la migration. Le projet a réuni plusieurs organisations non gouvernementales, des journalistes et des créateurs de contenu numérique afin de produire des reportages sur la migration.

Des témoignages ont été recueillis à travers toute l'Afrique et au sein de la diaspora, soulignant les avantages d'une migration de main-d'œuvre facilitée grâce au Protocole de l'Union africaine sur la libre circulation des personnes. L'intérêt suscité par ces témoignages parle de lui-même : ces reportages ont touché plus de 1,8 million de personnes.



Le saviez-vous ?

La plupart des migrants africains restent en Afrique.

- En 2020, plus de la moitié de tous les migrants africains vivaient en Afrique, mais hors de leur pays de naissance.
- Depuis 2010, la migration intra-africaine a augmenté de 43,6 %, dépassant largement la migration de l'Afrique vers l'Europe (+26%)

Sources: International Organization for Migration Africa Migration Report (Deuxième Edition) (Novembre 2024); Mo Ibrahim Foundation: Facts & Figures (Novembre 2024)

Comment le storytelling transforme le discours sur les migrations en Afrique



« Les familles vivant le long des frontières entre le Nigeria et le Niger ou entre le Ghana et le Togo possèdent souvent des maisons, des exploitations agricoles et des moyens de subsistance dans plusieurs pays. La migration fait partie du quotidien, mais les discours présentent les migrants comme une menace. »

Amanda Bisong, chargée de mission au Centre européen pour la gestion des politiques de développement



« La migration n'est pas une mauvaise chose. Lorsque les gens se déplacent, ils apportent une nouvelle énergie, de nouvelles compétences et de l'expérience. Les migrants travaillent, envoient de l'argent chez eux et contribuent aux communautés d'accueil... Ces récits ont attiré plus de lecteurs que beaucoup d'autres. »

Simon Mkina, rédacteur en chef du média numérique en swahili Pambazuko News, basé en Tanzanie

Défense de la santé au-delà des frontières

Francine Ziruka Mwozi est une mère congolaise de sept enfants vivant à Kitebi, dans le district de Wakiso, en Ouganda. Depuis son arrivée dans le pays en 2011, elle soutient les femmes migrantes par le biais de l'entrepreneuriat et de la défense de la santé. Travailleuse sociale et responsable communautaire dans son pays d'origine, elle a été nommée chancelière de la santé pour toutes les communautés de réfugiés de toutes nationalités en Afrique et continue d'exercer en tant que conseillère en matière de VIH. « Je suis toujours assistante sociale, et mon parcours ne s'est pas arrêté à la frontière. »

Elle a fondé Touch and Smile Development, qui propose des services de conseil sur le VIH, des formations en coiffure, en couture et en fabrication de savon, ainsi que des programmes de nutrition infantile. Motivée par la maladie de son fils et les barrières linguistiques rencontrées à son arrivée, elle a créé un service pour aider d'autres personnes confrontées à des défis similaires. Le groupe soutient les femmes des cliniques de Kiruddu, Mulago et Bbosa ; vend du savon liquide fabriqué par des femmes pour financer la nourriture et les produits de première nécessité ; collabore avec les hôpitaux et les équipes de santé villageoises ; et organise des camps de santé en faisant appel à des médecins bénévoles pour réduire les coûts.



Le protocole du Marché commun de l'Afrique de l'Est (2010) lui a permis de voyager, de participer à des forums de leadership et de collaborer avec des femmes leaders à travers l'Afrique. Elle peut ainsi continuer à promouvoir l'autonomisation économique et le développement inclusif : « Si vous êtes une migrante disposant des qualifications et des documents requis, vous pouvez obtenir des emplois de qualité. »

Extrait de l'article « [Hope Beyond Borders: How Migrant Women Are Changing Their Stories](#) » (L'espoir au-delà des frontières : comment les femmes migrantes réécrivent leur histoire) de Zam Nakityo, rédigé dans le cadre de la campagne [Move Africa](#).



Œuvrer en faveur de la libre circulation

La GIZ collabore avec l'UA à la mise en œuvre d'un cadre politique continental et régional en matière de migration, qui favorise la libre circulation ordonnée des personnes à travers plus de 50 pays africains. Cela facilite à son tour les mouvements réglementés vers l'Europe.



Suivi de la mise en œuvre du Cadre politique de l'UA en matière de migration pour l'Afrique et du Plan d'action



- Veiller à ce que les voies de migration réglementées en Afrique contribuent à des partenariats migratoires plus équilibrés et plus coopératifs
- Le suivi permet de mieux comprendre les raisons pour lesquelles les personnes quittent leur pays d'origine et de savoir où elles se rendent (ce qui, le plus souvent, n'est pas l'Europe)
- Le cadre politique de l'UA est très global et sa mise en œuvre intégrale améliorera la gouvernance des migrations à travers l'Afrique

Les temps forts de 2025



6 rapports publiés



5 évaluations régionales de la mise en œuvre du MPFA



Animation d'une mission d'apprentissage par les pairs de l'UA qui a abouti à un accord sur la création du Forum des chefs des services d'immigration et à l'élaboration d'une feuille de route visant à obtenir 15 ratifications du Protocole sur la libre circulation



Soutien à l'Indaba, initiative diplomatique africaine, sur l'accélération de la ratification du Protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes, renforçant ainsi la libre circulation en tant que moteur stratégique de la transformation économique



Soutien à la réunion technique de l'UA sur la mobilité des compétences afin d'aligner le Cadre continental africain des certifications sur les priorités régionales et de faire progresser la libre circulation



CORRIDORS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR L'AFRIQUE

L'avenir de l'Afrique repose sur les infrastructures, et la pression pour les construire correctement n'a jamais été aussi forte. C'est pourquoi la GIZ soutient les États membres de l'UA dans le cadre du projet Africa InCORE, afin de développer des corridors à faible émission de carbone et résistants au changement climatique, qui renforcent les routes commerciales à travers l'Afrique et vers les marchés mondiaux.

Lorsque le monde des affaires se tourne vers l'Afrique, tous les regards se portent sur les infrastructures. C'est pourquoi l'Union africaine a mis en place le Programme pour le Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). L'objectif est de développer des corridors d'infrastructures vertes pour les transports, l'énergie, l'eau et les données afin de stimuler la croissance économique et la productivité. Les ponts, les lignes ferroviaires et autres nouvelles infrastructures sont soigneusement conçus pour résister à des catastrophes telles que les inondations et les cyclones, des phénomènes naturels qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les groupes marginalisés.

L'Allemagne soutient cette initiative par le biais du projet Africa InCORE, en collaborant avec les États membres de l'UA afin de renforcer les capacités techniques nécessaires à la mise en œuvre de projets d'infrastructures à faibles émissions de carbone et résilients au changement climatique, qui favorisent le commerce transfrontalier et l'intégration régionale à travers l'Afrique.



« Le plus grand potentiel inexploité réside dans la mise à l'échelle conjointe de l'industrialisation durable. »

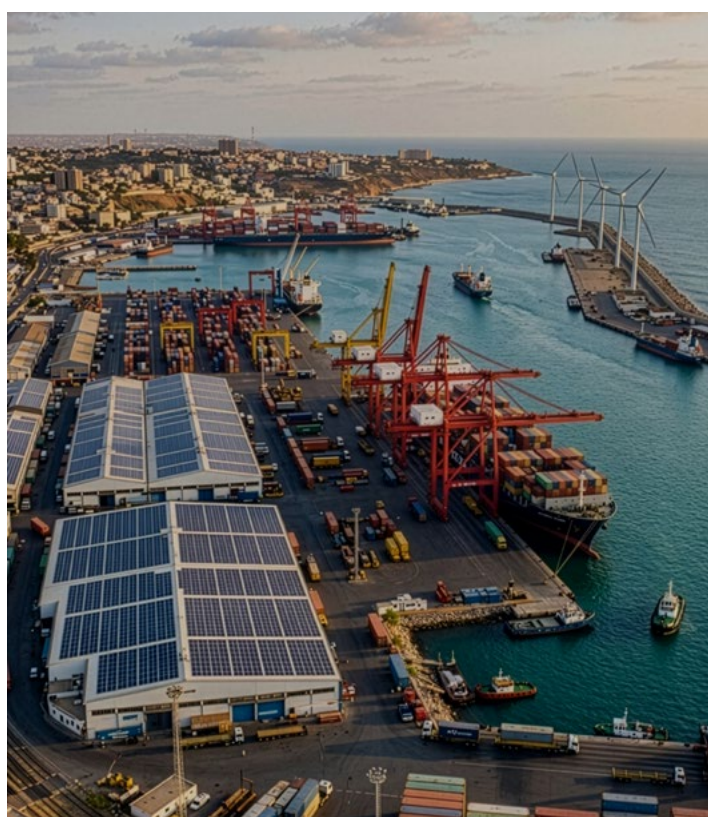
Cela ne sert pas seulement la vision d'une Afrique prospère conformément à l'Agenda 2063 de l'UA - c'est aussi une vision attrayante pour les entreprises et les investisseurs allemands et européens, et s'aligne sur l'initiative « Global Gateway » de l'UE. «Le plus grand potentiel inexploité réside dans la mise à l'échelle conjointe de l'industrialisation durable, en reliant la technologie et le capital de l'Europe à la demande de l'Afrique en matière d'énergie, de fabrication et de solutions numériques», a déclaré M. Dall'Omo, PDG de Siemens pour l'Afrique subsaharienne.

Les corridors intégrés renforcent l'impact socio-économique et créent un environnement plus prévisible pour les entreprises d'Afrique, d'Allemagne et du monde entier. Cela est déjà manifeste : plus de 600 entreprises allemandes sont présentes dans le corridor Nord-Sud qui relie, entre autres, l'Afrique du Sud à la République Démocratique du Congo.

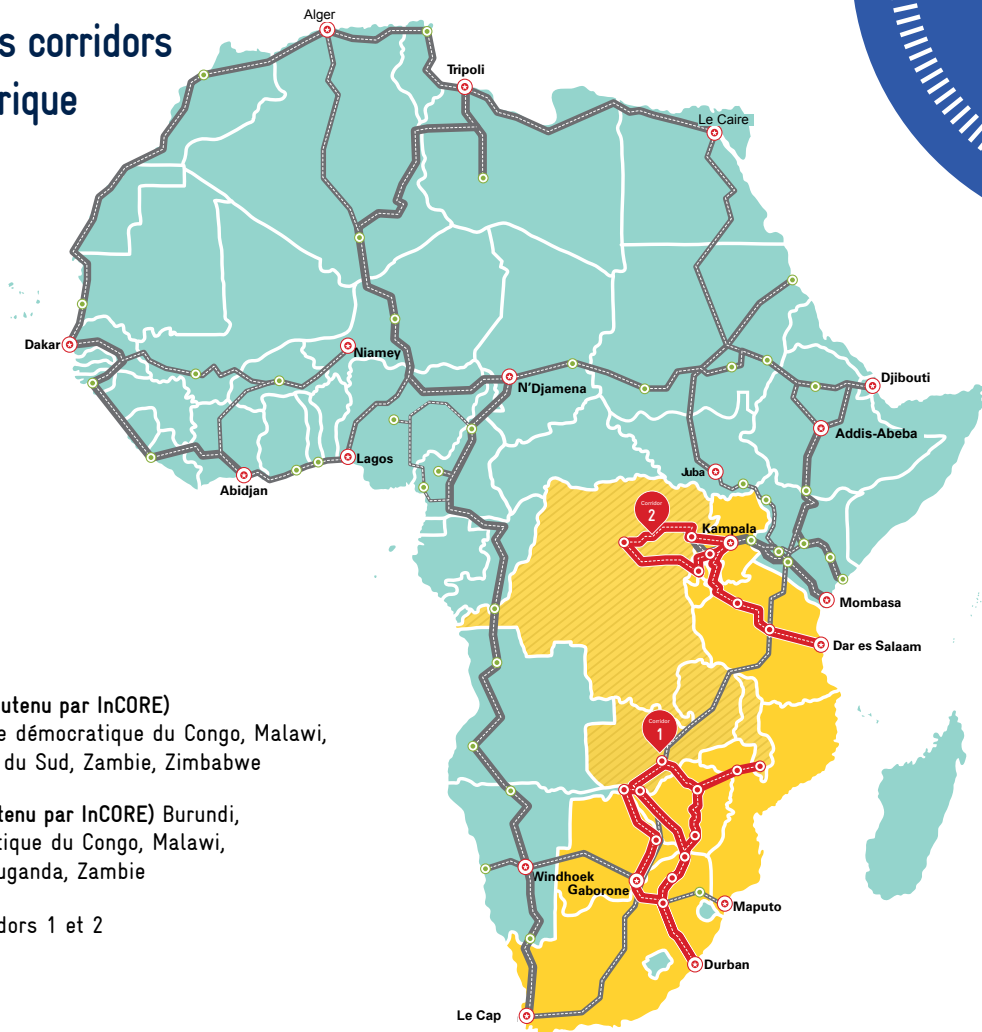
En 2025, les activités d'Africa InCORE ont porté à la fois sur des initiatives liées aux politiques menées en

collaboration avec l'Union africaine et sur une collaboration avec l'Agence de facilitation du transport de transit du Corridor central (CCTTFA), axée sur la préparation de projets d'infrastructure. Le CCTTFA est chargé de coordonner, de gérer et de promouvoir le développement d'un réseau de transport multimodal intégré de 1 300 km (route, ferroviaire et voies navigables) reliant le port tanzanien de Dar es Salaam à six autres pays d'Afrique centrale et orientale, dont beaucoup sont enclavés.

L'UA indique que, compte tenu de la géographie économique particulièrement difficile de l'Afrique, l'intégration régionale est le meilleur moyen pour le continent de réaliser son potentiel de croissance, de participer efficacement à l'économie mondiale et de partager les bénéfices de la mondialisation.



Axes principaux des corridors économiques en Afrique



Légende

- 1** Corridor Nord-Sud (soutenu par InCORE)
Botswana, République démocratique du Congo, Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe
- 2** Corridor Central (soutenu par InCORE) Burundi, République démocratique du Congo, Malawi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, Zambie
- Fait partie des corridors 1 et 2
- Autres corridors

LES TEMPS FORTS DE 2025

Par le biais d'Africa InCORE, la GIZ offre un soutien technique et consultatif à l'Union africaine et à ses États membres, favorisant ainsi des relations commerciales mutuellement avantageuses entre l'Allemagne et l'Afrique en fournissant :



L'adoption par l'UA d'une politique continentale en matière d'infrastructures vertes.



L'avancement de 6 projets hautement prioritaires, notamment le chemin de fer à écartement standard du Corridor Central.



La finalisation du Guide de référence ferroviaire continental (Continental Railway Source Book) visant à standardiser les réseaux prêts pour l'investissement.



L'utilisation accrue d'un cadre numérique structuré pour la préparation de projets prêts au financement.



Le renforcement des capacités institutionnelles de la CUA, de l'AUDA-NEPAD et des autorités de gestion des corridors.



La promotion d'une égalité des genres accrue dans le développement des infrastructures.



« La priorité est de passer à l'échelle »

Sabine Dall'Omo, directrice générale de Siemens pour l'Afrique subsaharienne

En tant que PDG de Siemens pour l'Afrique subsaharienne, où voyez-vous le plus grand potentiel inexploité dans la coopération économique entre l'Afrique et l'Europe ?

Le plus grand potentiel inexploité réside dans l'intensification conjointe de l'industrialisation durable, en reliant la technologie et le capital de l'Europe à la demande africaine en matière d'énergie, de fabrication et de solutions numériques. Pour libérer l'impact, les partenariats doivent passer plus rapidement des pilotes aux plateformes, soutenus par des Blended Finance, des instruments de partage des risques et des cadres politiques prévisibles qui permettent des investissements à long terme plutôt que des projets à court terme. L'IA industrielle peut encore accélérer cette coopération, tandis que l'Afrique apporte un réservoir croissant de jeunes talents hautement qualifiés qui soutiennent déjà l'innovation mondiale et la compétitivité industrielle, comme on le voit dans les pôles numériques et d'ingénierie tels que le BMW IT Hub en Afrique du Sud.

L'énergie, les transports et les infrastructures numériques sont des catalyseurs essentiels de la croissance. D'après votre expérience, quelles sont les contraintes les plus fortes en matière d'infrastructures en Afrique subsaharienne ?

La contrainte la plus forte en Afrique subsaharienne reste une alimentation électrique fiable, étroitement liée à la sécurité de l'eau. Sans électricité stable, l'industrie, les transports, les services numériques et les systèmes d'approvisionnement en eau ne peuvent pas fonctionner à grande échelle. Les effets multiplicateurs les plus importants proviennent d'investissements intégrés dans l'énergie renouvelable, le stockage, le transport ferroviaire, les plateformes numériques et les infrastructures d'eau et d'assainissement à haut rendement énergétique, planifiés ensemble pour réduire les coûts, renforcer la résilience et débloquer une croissance inclusive.

Siemens est présent sur de nombreux marchés africains. De ce point de vue, que faut-il faire pour que la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine passe du stade de l'accord politique à celui des avantages tangibles pour les entreprises, les emplois et les consommateurs ?

La priorité est désormais de passer des premières transactions à l'échelle. Pour cela, il faut accélérer la mise en œuvre de normes

harmonisées, de processus douaniers numériques et d'infrastructures transfrontalières fiables. Pour que les entreprises investissent en toute confiance, elles ont besoin de prévisibilité, de cohérence et de rapidité sur les marchés. Si cette phase d'exécution est soutenue par une facilitation efficace du commerce, la mobilité des compétences, un approvisionnement énergétique fiable et une logistique moderne, le ZLECAf peut passer d'un élan initial à une industrialisation soutenue, apportant des avantages tangibles aux entreprises, aux emplois et aux consommateurs dans toute l'Afrique.

Au-delà de l'infrastructure physique, quels sont les catalyseurs « non techniques » - tels que les cadres réglementaires, les normes, le développement des compétences ou la capacité institutionnelle - les plus importants pour l'investissement privé durable en Afrique ?

La certitude réglementaire, le développement des compétences et la solidité des institutions sont aussi importants que les actifs physiques. Des règles claires, des projets bancables et des normes alignées réduisent les risques et accélèrent les investissements. Le soutien public est particulièrement nécessaire pour les capacités techniques, la formation professionnelle et la modernisation de la réglementation, afin de garantir que les compétences et les institutions locales puissent pleinement absorber et soutenir les investissements du secteur privé.

En votre qualité de président de l'Afrika-Verein der deutschen Wirtschaft, quels sont les signaux les plus importants que les décideurs politiques africains et européens pourraient envoyer pour encourager les investissements durables et à long terme des entreprises allemandes et européennes ?

Les décideurs politiques devraient signaler leur engagement à long terme par des environnements politiques stables, des marchés publics transparents et des stratégies crédibles en matière de climat et d'industrie. Sur les deux continents, il est essentiel de renforcer le dialogue public-privé et les mécanismes de partage des risques. Lorsque les gouvernements font preuve de prévisibilité, de partenariat et d'alignement sur les objectifs de durabilité, les entreprises européennes sont beaucoup plus disposées à investir à long terme.



UN MONDE PLUS SÛR ET MIEUX CONNECTÉ



Lorsque Binta Bojang, militante gambienne pour les droits des femmes, a achevé le programme de mentorat en leadership axé sur la consolidation de la paix et la gouvernance, elle a immédiatement mis en pratique ce qu'elle avait appris sur les marchés, en discutant avec les femmes de leur rôle dans la paix et la sécurité. Son histoire s'inscrit dans un contexte beaucoup plus large : le programme de soutien à l'Union africaine en matière de paix, de sécurité et de gouvernance (AUPSG) vise à instaurer une paix durable et une bonne gouvernance sur l'ensemble du continent.

« La défense des droits des femmes me tient à cœur depuis longtemps, et cela découle de mon expérience personnelle », explique Binta Bojang. Cette militante gambienne pour les droits des femmes fait partie des 15 jeunes femmes qui ont participé à un programme de mentorat en compétences de leadership, organisé par PeaceHub en partenariat avec l'Union africaine et l'Allemagne. Certaines de ces jeunes femmes vivent avec un handicap. « Grâce à ce programme de formation et de mentorat, j'ai changé ma façon d'aborder mon travail. Je suis désormais capable de me concentrer sur de nombreuses questions, notamment la violence sexiste et le rôle clé que jouent les femmes dans les processus de consolidation de la paix. »

Le programme de formation et de mentorat, mis en œuvre par l'organisation non gouvernementale Peace Hub The Gambia, une organisation de la société civile dirigée par des jeunes, a abordé des thèmes tels que le rôle des jeunes et des femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité ; les plans d'action nationaux de la Gambie en matière de jeunesse, de paix et de sécurité, et leur lien avec le



« La paix et la sécurité sont des biens publics, et leurs effets bénéfiques ne s'arrêtent pas aux frontières. »

programme « Femmes, paix et sécurité »; ainsi que l'image de marque personnelle. Les femmes ont été désignées comme des actrices clés de la consolidation de la paix et du développement.

Le plan d'action national de ce pays d'Afrique de l'Ouest sur la jeunesse, la paix et la sécurité constitue un cadre stratégique visant à autonomiser ces femmes en intégrant leurs points de vue

dans les efforts nationaux en matière de stabilité et de développement, et en veillant à ce que leur rôle dans le rétablissement et la consolidation de la paix soit clairement défini et respecté. Le programme AUPSG vise à promouvoir la paix et la sécurité à travers l'Afrique. Il aide l'UA à élaborer des cadres juridiques en matière de gouvernance, de prévention des crises, de gestion des conflits et de consolidation de la paix. Il contribue à la mise en œuvre efficace des politiques et des instruments de l'UA en matière de paix, de sécurité et de gouvernance, afin de concrétiser les aspirations de l'Agenda 2063 pour une Afrique pacifique et prospère. C'est pourquoi il s'inscrit parfaitement dans l'approche du gouvernement allemand, qui vise à établir un lien entre ses politiques de développement et de sécurité.

L'un des moments forts de l'année a été l'achèvement d'un projet mené en collaboration avec la société civile, les institutions publiques et les organismes régionaux d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud. L'une des principales réalisations a été la mise en place, sous l'impulsion

d'organisations de la société civile, de systèmes régionaux d'alerte précoce pour la prévention des conflits en Afrique de l'Est et du Sud, en s'inspirant d'une solution similaire mise en œuvre en Afrique de l'Ouest.

Une autre étape importante a été le développement de la première Position commune africaine sur le lien entre changement climatique, paix et sécurité, qui a permis de définir une perspective africaine commune sur ce lien et de renforcer la voix de l'Afrique dans les discussions mondiales sur le climat et la sécurité.

« La paix et la sécurité sont des biens publics dont les bénéfices ne s'arrêtent pas aux frontières », déclare Max Middeke, chef de programme à la GIZ. « Un conflit dans un pays affecte l'ensemble de la région. Il perturbe le commerce, nuit à l'intégration régionale et limite les opportunités que des voisins stables et coopératifs pourraient créer ensemble. »

Comme le montrent ces exemples, la majeure partie du soutien de la GIZ au programme AUPSG est axée sur le renforcement des capacités au sein de la Commission de l'UA (CUA) et des États membres de l'UA. Cela reflète le principe de l'UA qui consiste à trouver des solutions africaines aux problèmes africains.

Un autre domaine important de la coopération entre l'UA et l'Allemagne a été le soutien au développement institutionnel du département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité (PAPS) de l'UA. Des propositions ont été élaborées et des sessions de formation ont été organisées pour renforcer les capacités institutionnelles du PAPS, ce qui lui a permis de commencer à planifier, à mettre en œuvre et à contrôler ses actions de manière conjointe.

La militante des droits de la femme Bojang a également utilisé ses nouvelles connaissances et compétences pour mieux faire comprendre à la communauté le rôle qu'elle doit jouer dans la paix et la sécurité. « Nous allons sur les marchés et parlons aux gens, en particulier aux femmes, du rôle qu'elles peuvent jouer dans la paix et la sécurité. Nous les informons sur le plan d'action national de la Gambie pour les femmes, les jeunes, la paix et la sécurité. »

Le plan d'action national considère les jeunes comme des acteurs à part entière, qu'il s'agisse de la médiation communautaire au niveau local ou de rôles officiels dans le secteur de la sécurité et le maintien de la paix. Les travaux de Bojang montrent que le partenariat de l'Allemagne avec l'UA dépasse le cadre stratégique et politique pour avoir des répercussions au sein des communautés. Les conflits en Afrique, comme partout ailleurs, entraînent des déplacements de population et des migrations, y compris vers l'Europe, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, voire du terrorisme. En contribuant à les minimiser, vous protégez l'économie et la société de l'Afrique et de l'Allemagne.

Le saviez-vous ?

Chaque dollar dépensé pour des politiques de prévention des conflits dans des contextes fragiles peut rapporter jusqu'à 103 dollars

(Source : FMI - L'urgence de la prévention des conflits - Une perspective macroéconomique, décembre 2024)

Autonomisation des femmes bâtisseuses de paix en Gambie

La participation des femmes aux processus de paix permet d'obtenir des résultats meilleurs et plus durables. C'est pourquoi la GIZ a accompagné de jeunes femmes en Gambie afin de renforcer les compétences en leadership indispensables pour réussir dans ce rôle.

Comme le souligne Binta Bojang, militante gambienne des droits des femmes : « Grâce à ce programme de mentorat, je suis désormais en mesure de comprendre le rôle clé que jouent les femmes dans les processus de consolidation de la paix. »

Ces efforts permettent aux jeunes femmes de mettre en œuvre le Plan d'action national de la Gambie sur la jeunesse, la paix et la sécurité, lancé en février 2025.



Participation



Encourager et permettre l'engagement actif des jeunes femmes dans les processus de consolidation de la paix et de prise de décision.

Partenariats



Favoriser la collaboration et le travail en réseau entre les jeunes femmes, ainsi qu'entre les jeunes femmes et les autres parties prenantes du secteur de la paix et de la sécurité.

Prévention

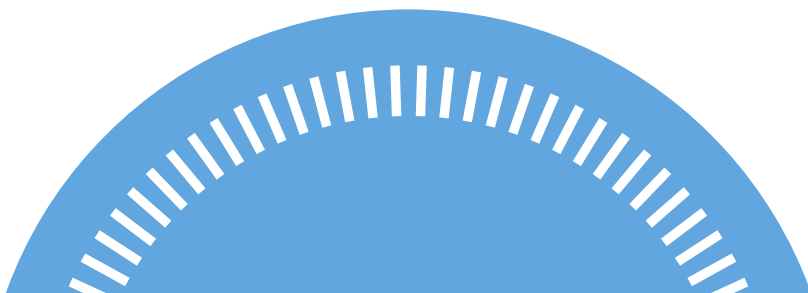


Donner aux jeunes femmes les compétences et les connaissances nécessaires pour prévenir les conflits et promouvoir la paix.

Protection



Garantir la sécurité des jeunes femmes dans les situations de conflit et d'après-conflit.



Réalisations 2025

Jeunesse, paix et sécurité

A fait progresser la mise en œuvre du cadre continental sur la jeunesse, la paix et la sécurité par les moyens suivants :

- Adoption de plans d'action nationaux (PAN) sur la jeunesse, la paix et la sécurité dans deux pays africains, la Gambie et le Cameroun, grâce à des consultations et à la participation active de plus de 2 600 jeunes, dont une majorité de jeunes femmes.
- Mise en œuvre du programme de mentorat "Young Women 4 Peace" en Gambie, conçu pour renforcer la prochaine génération de femmes bâtisseuses de paix.

Prévention des conflits et alerte précoce

La mise en place de systèmes régionaux d'alerte précoce dirigés par des organisations de la société civile (OSC) pour la prévention des conflits en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Cela permet aux OSC de fournir des données plus nombreuses et de meilleure qualité aux systèmes d'alerte précoce régionaux et continentaux de l'UA. Rendre les systèmes opérationnels :

- 236 acteurs de la paix ont été formés
- 45 contrôleurs et analystes de terrain (40% de femmes) ont été équipés de tablettes et d'ordinateurs portables,

Gouvernance et prévention des conflits

- Lancement de l'initiative de gouvernance communautaire en Sierra Leone pour permettre aux communautés de participer à la prise de décision au niveau local.
- Lancement du Rapport sur la gouvernance en Afrique (AGR) 2025, qui propose des recommandations clés pour aider les États africains à gérer les ressources naturelles de manière inclusive et durable

Le lien entre le climat, la paix et la sécurité

- Soutien à l'engagement croissant de l'UA sur le lien entre le changement climatique, la paix et la sécurité.
- Élaboration de la première position africaine commune sur le lien entre le changement climatique, la paix et la sécurité (CAP-CPS Nexus).



PORTRAITS ET TEMOIGNAGES



DR FALESS DEBRAH MPOH

Membre du Parlement, circonscription de Chitipa North ; Malawi

« J'ai eu l'honneur de participer au programme de formation pré-électorale pour les femmes candidates du Malawi. Ce programme a changé la donne, car il m'a permis d'acquérir les compétences nécessaires pour rédiger des messages de campagne qui ont trouvé un écho auprès de mon public cible. J'ai également appris à résister à la domination masculine pendant la campagne. J'ai notamment appris qu'il était important de maintenir la paix et la tranquillité avec les concurrents et les électeurs. Malgré des difficultés telles que l'intimidation et des ressources de campagne limitées par rapport aux candidats masculins, les connaissances et la confiance que j'ai acquises m'ont permis de remporter mon siège au Parlement. Cette expérience m'a montré comment le renforcement des capacités peut transformer la participation politique des femmes. »

« Les connaissances et la confiance que j'ai acquises m'ont aidé à gagner mon siège au Parlement. »

i

Au Malawi, les femmes sont souvent confrontées à des obstacles structurels à la participation politique, notamment des ressources de campagne limitées, l'intimidation et des espaces politiques dominés par les hommes. Nous avons soutenu des formations pour les femmes candidates avant les élections de 2025 afin de renforcer leurs compétences de campagne, leurs capacités de leadership et leur résilience pendant le processus électoral. L'initiative a touché 204 femmes aspirant à un poste de dirigeant ou en poste, et 26 des 48 femmes élues au Parlement ont participé aux formations.

ERIC NGONDI

Membre du conseil d'administration du Forum africain des personnes handicapées (ADF), qui représente les jeunes handicapés ; Kenya

« Participer au deuxième Sommet mondial sur le développement social à Doha a été une occasion importante de faire entendre la voix des jeunes handicapés d'Afrique de l'Est sur une plateforme mondiale. En tant que représentant des organisations de personnes handicapées (OPD) au niveau régional et continental, j'ai participé à des discussions sur la justice, la protection sociale, l'éducation inclusive et l'emploi. Pendant le sommet, j'ai contribué aux conversations sur les mécanismes de protection sociale incluant le handicap et j'ai souligné la nécessité de renforcer la coordination régionale entre les organisations de personnes handicapées. J'ai également établi des liens stratégiques avec des acteurs internationaux de la défense des droits des personnes handicapées et des partenaires du développement. Cette expérience a renforcé l'importance de veiller à ce que les personnes handicapées ne soient pas seulement des bénéficiaires des politiques de développement social, mais qu'elles contribuent activement à leur élaboration. »



« Il n'y a pas de développement social sans l'inclusion totale des personnes handicapées. »

i

Les personnes handicapées sont souvent sous-représentées dans les discussions et les processus de prise de décision en matière de développement social. Nous avons soutenu la participation de représentants d'organisations de personnes handicapées à des dialogues politiques mondiaux afin de renforcer leur engagement dans l'élaboration de politiques de protection sociale et de développement inclusives. Ce soutien a permis d'amplifier la voix des défenseurs des personnes handicapées et de renforcer la collaboration régionale et internationale.

AGWESE LUCY CHRISTIANE

Présidente, Women Empowerment in Africa, Cameroun

« La participation à deux éditions du programme de leadership exécutif et stratégique a marqué un tournant dans mon parcours de leadership. Il a renforcé la façon dont nous abordons notre travail en matière d'éducation des filles, d'autonomisation des femmes et de lutte contre la violence à l'égard des femmes au Cameroun. Il m'a donné une orientation plus claire et des outils pratiques pour diriger plus efficacement. Le fait d'être en contact avec d'autres dirigeants confrontés à des défis similaires a été incroyablement encourageant ; nous avons partagé ouvertement, appris les uns des autres et réalisé que nous n'étions pas seuls. J'ai immédiatement mis en pratique les leçons sur le leadership et la durabilité dans notre organisation. Nous avons ainsi conçu et lancé des activités génératrices de revenus pour l'autonomisation des femmes en Afrique, ce qui nous a permis de réduire notre dépendance à l'égard des financements extérieurs et de construire un avenir plus sûr. Le programme a également élargi notre réseau de partenaires et créé de nouvelles opportunités pour développer notre travail. Il a modifié mon état d'esprit et renforcé mes compétences en tant que dirigeante. Je suis reconnaissante de la croissance et de la clarté qu'il m'a apportées. »



« Cela a changé ma vision du leadership. »

i

Grâce à des programmes ciblés, nous renforçons les compétences en matière de leadership, de gestion et d'engagement politique, en particulier pour les femmes dirigeantes et les chercheuses, afin de leur permettre d'influencer la prise de décision en Afrique centrale.

DR. MOHAMMED ALI MUSSA

Agent de santé communautaire, Tanzanie

« Au cours d'une garde au service des urgences, j'ai évalué un patient d'âge moyen qui présentait de la fièvre, de la confusion et des symptômes respiratoires subtils. En m'appuyant sur la formation récente, j'ai rapidement identifié les signes avant-coureurs d'une infection grave et j'ai appliqué une approche structurée pour la détection précoce. J'ai immédiatement mis en place des précautions d'isolement, veillé à ce que l'équipe utilise correctement les équipements de protection individuelle et donné la priorité à des investigations rapides et à une antibiothérapie précoce. J'ai également informé mes collègues juniors des mesures de prévention et de contrôle des infections afin de réduire le risque d'exposition. Le patient a été stabilisé et orienté rapidement vers des soins de plus haut niveau, ce qui a permis d'éviter une détérioration et une transmission potentielle au personnel et aux autres patients. Peu de temps après, le résultat du test du patient s'est avéré positif pour le Mpox. Depuis que cette approche a été appliquée en cascade dans tout le comté, je suis heureux de dire que nous avons observé une réduction mesurable des taux de transmission et de mortalité au cours des derniers mois. »

« Cette expérience m'a montré qu'une formation ciblée peut avoir un impact direct et sauver des vies dans la pratique quotidienne des soins de santé. »

i

Les récentes épidémies de Mpox ont mis en évidence la rapidité avec laquelle les maladies infectieuses peuvent se propager et l'importance d'une forte capacité de réaction en première ligne. Nous avons soutenu des formations ciblées pour le personnel de santé afin de renforcer la détection précoce, la prévention des infections et la gestion des cas dans les établissements cliniques. Ces efforts ont permis d'améliorer la sécurité des patients et ont contribué à réduire la transmission et la mortalité dans les zones touchées.

ASCHAALOO YOHAANIS

Administrateur de la Woreda de Miyo, Éthiopie

« Pendant de nombreuses années, nos communautés transfrontalières ont vécu les unes à côté des autres sans interaction significative pour relever les défis les plus brûlants. Nous dépendions d'informations de seconde main lorsque des problèmes se posaient de l'autre côté de la frontière, qu'il s'agisse de maladies du bétail, de vols ou de traite des êtres humains. De ce fait, les malentendus se sont multipliés. Lorsque nous avons enfin eu l'occasion d'échanger avec des dirigeants et des membres de communautés des deux côtés de la frontière, nous avons compris que les difficultés auxquelles nous étions confrontés étaient profondément similaires et que l'impact des conflits nous affectait tous. Aujourd'hui, nous partageons des informations dès le début au sein d'un comité transfrontalier, nous examinons ensemble les incidents et nous résolvons les problèmes avant qu'ils ne prennent de l'ampleur. La paix est devenue une responsabilité partagée. »



« Après 32 ans, j'ai traversé la frontière avec un sentiment de responsabilité partagée. »

i

Les communautés transfrontalières de la zone frontalière de Sololo-Miyo, entre le Kenya et l'Éthiopie, sont depuis longtemps confrontées à des tensions. Nous avons soutenu la création d'un comité de paix transfrontalier qui réunit les représentants des communautés et les autorités locales pour un dialogue régulier et un partage rapide des informations. Cette plateforme aide les communautés à aborder les problèmes de manière précoce et à renforcer la confiance de part et d'autre de la frontière.

TIGISTY KAUPIRURA

Expert en chef, ministère de l'Agriculture, de l'Eau et de la Réforme agraire, Namibie

« J'ai travaillé comme évaluateur immobilier junior en Namibie. Mon rôle consistait à soutenir les évaluations foncières, à participer aux inspections sur le terrain et à préparer des rapports d'évaluation au sein du ministère de l'agriculture, de l'eau et de la réforme foncière. Cette expérience a renforcé mon intérêt pour l'administration foncière. La bourse m'a permis de poursuivre à temps plein un master en sciences spatiales dans le domaine de l'administration foncière. Elle m'a mis en contact avec des mentors, des pairs et des réseaux de connaissances. Après avoir obtenu mon diplôme, j'ai été promue évaluatrice en chef. À ce titre, je dirige une subdivision chargée de l'évaluation et de la gestion des biens immobiliers, je supervise des projets clés et je poursuis un doctorat. La bourse n'a pas seulement fait progresser ma carrière, elle m'a aussi permis de me connecter à une communauté plus large qui façonne la gouvernance foncière au-delà des frontières. Je vis vraiment les rêves les plus fous de mes ancêtres. »



« Je vis les rêves les plus fous de mes ancêtres grâce à la bourse NELGA DAAD. »

i Malgré un engagement politique fort, la réforme foncière à travers l'Afrique reste faible en raison du manque de capacités des professionnels, des institutions et des systèmes. La GIZ a renforcé les capacités humaines et institutionnelles en soutenant la formation de troisième cycle, le développement professionnel et la réforme des programmes d'études dans le domaine de la gouvernance foncière. Au cours des dix dernières années, plus de 160 bourses d'études supérieures ont été financées et plus de 3 500 professionnels ont été formés. Environ 83 % des diplômés contribuent activement à la gouvernance foncière dans leur pays

ESTER NDEINDILA SHAPUMBA

Stagiaire de l'EFTP, région de Kunene, Namibie

« J'ai eu l'occasion de soumettre un concept de proposition pour l'inclusion des jeunes handicapés par le biais de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP), du mentorat et du soutien à l'entrepreneuriat. En tant qu'étudiante en EFTP, j'ai eu la chance de concevoir une solution innovante pour ma communauté, ce qui a renforcé ma passion pour l'inclusion dans le développement des compétences. Ma solution a été sélectionnée pour être développée et mise en œuvre, ce qui est très encourageant. J'ai également eu le privilège de représenter ma communauté et de présenter l'initiative lors de l'Africa Skills Week au siège de l'Union africaine en Éthiopie. Grâce à cette expérience, j'ai appris que l'inclusion n'est pas seulement une question d'accès, mais aussi d'appartenance. Cette prise de conscience continue à m'inspirer pour plaider en faveur d'un système d'EFTP qui ne laisse vraiment personne de côté. »

« L'inclusion n'est pas seulement une question d'accès, c'est une question d'appartenance. »

i Les jeunes handicapés restent sous-représentés dans les systèmes d'EFTP et se heurtent à des obstacles à la participation, à l'inclusion et à l'accès aux possibilités de développement des compétences. Nous avons soutenu un appel à l'innovation pour les jeunes innovateurs afin qu'ils développent, affinent et présentent leurs idées de solutions axées sur la communauté. Les participants sélectionnés ont eu la possibilité d'approfondir leurs concepts et de les présenter lors d'une plateforme continentale, amplifiant ainsi les solutions proposées par les jeunes pour des systèmes d'EFTP inclusifs.

SAMWEL OPANA

Expert en planification et modélisation énergétique, AUDA NEPAD Seconded EAPP, Ethiopie

« Depuis le début du programme, j'ai constaté qu'il s'alignait parfaitement sur nos priorités de développement régional et qu'il contribuait à une planification du secteur de l'électricité plus solide et fondée sur des données probantes. Grâce à cette initiative, nous renforçons les capacités de 50 participants des États membres du Pool énergétique de l'Afrique de l'Est (EAPP), y compris les services publics, les ministères, les régulateurs et les institutions régionales, en matière d'outils avancés de planification énergétique et d'élaboration de scénarios. L'EAPP est une institution régionale qui coordonne les échanges transfrontaliers d'électricité et l'interconnexion des réseaux entre les pays d'Afrique de l'Est. J'ai participé activement aux sessions pratiques sur la prévision de la demande. Jusqu'à présent, cinq formations en personne ont été réalisées, avec une participation et un engagement très positifs. Le format face à face a considérablement amélioré la compréhension technique et l'apprentissage par les pairs. »



« La planification énergétique constitue le fondement de l'identification des projets prioritaires et de l'orientation de la formulation d'une politique rationnelle. »

i La planification régionale de l'énergie est essentielle pour la sécurité énergétique à long terme, la fiabilité du système et la durabilité. Grâce au projet de transition énergétique en Afrique (ENGAGE), nous soutenons des études du secteur de l'électricité et des analyses d'investissement solides, fondées sur des données probantes et alignées sur les priorités régionales.

Perspectives d'avenir

L'IA pour l'Afrique

L'intelligence artificielle (IA) transforme rapidement l'Afrique. Les analystes prévoient que l'IA pourrait ajouter jusqu'à 1 500 milliards de dollars au PIB de l'Afrique d'ici 2030, ce qui en fait l'une des technologies les plus transformatrices.

Il existe plus de 2 400 organisations axées sur l'IA sur le continent, notamment des startups, des instituts de recherche et des organismes publics. Toutefois, les investissements en capital-risque sont largement concentrés dans les écosystèmes de startups au Kenya, en Afrique du Sud, en Tunisie, au Nigeria et en Égypte.

Pourtant, l'innovation est partout. L'entreprise éthiopienne Hasab AI fournit une reconnaissance vocale de haute précision pour l'amharique et d'autres langues locales. Rhea, au Kenya, utilise l'analyse des sols par l'IA pour donner aux agriculteurs des conseils fondés sur des données, ainsi qu'un chatbot d'IA pour le service à la clientèle. DeepEcho, au Maroc, applique l'IA à l'analyse de l'imagerie par ultrasons, aidant ainsi les cliniciens à améliorer les résultats en matière de santé maternelle.

Malgré cet élan, un fossé subsiste entre les ambitions politiques et les réalités des startups. De nombreuses startups sont confrontées à des contraintes telles qu'un accès limité aux données transfrontalières, des environnements

réglementaires fragmentés, des ensembles limités de données locales de haute qualité et des coûts élevés d'infrastructure en nuage. Il est important de renforcer le dialogue entre les décideurs politiques et les entrepreneurs de l'IA pour s'assurer que les réglementations tiennent compte des besoins de l'écosystème.

Pour combler cette lacune, nous nous efforçons de renforcer les conditions d'un développement efficace de l'IA. Dans le cadre du projet AI Made in Africa de la GIZ, l'accent est mis sur la réalisation d'une enquête à l'échelle du continent sur les startups et les entreprises d'IA afin de générer des preuves sur les contraintes, les modèles de croissance et les priorités politiques. Le projet a également rassemblé plus de 230 ensembles de données dans différents secteurs, dont près de 60 % sont en libre accès. Il est essentiel de développer des ensembles de données accessibles et de haute qualité, d'autant plus que l'Afrique ne contribue qu'à hauteur de 2 % environ aux données mondiales de formation à l'IA.

Pour ce qui est de l'avenir, la dynamique continentale autour de l'IA s'intensifie. L'Union africaine devrait donner la priorité à l'IA dans son programme stratégique en 2027, offrant ainsi l'occasion d'aligner les cadres politiques, les investissements dans les infrastructures et le développement de l'écosystème des startups à l'échelle.

En tant qu'entreprise fédérale, la GIZ soutient le gouvernement allemand dans la réalisation de ses objectifs dans le domaine de la coopération internationale pour le développement durable.

Publié par

Deutsche Gesellschaft für
Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège

Bonn et Eschborn, Allemagne

GIZ Union africaine

Boîte postale 100009
Addis-Abeba, Éthiopie
T +251 114 703355
E africanunion@giz.de
I www.giz.de, www.giz.de/african-union

 [company/giz-african-union](https://www.linkedin.com/company/giz-african-union)
 [user/GIZonlineTV](https://www.youtube.com/user/GIZonlineTV)

Responsable

Dr Tobias Thiel
Directeur, GIZ Union africaine

Rédaction et relecture

Desire Tchigankong, Yannick Le Gleau, Felix Youngman, Nico Damm

Contribution

Annelie Janz-Huber, Biruk Gebru, Dagmawit Atnafu, Helina Abraham, Honore Tshitenge, Magdalena Hirthammer, Naomi Abye, Saba Tiku, Sarah Serawitu, Saron Tekie, Sue Blaine, Dr Tobias Thiel, Walelign Kifle, Wibishet Fessha

Coordination

Dagmawit Atnafu, Nico Damm

Design/Layout

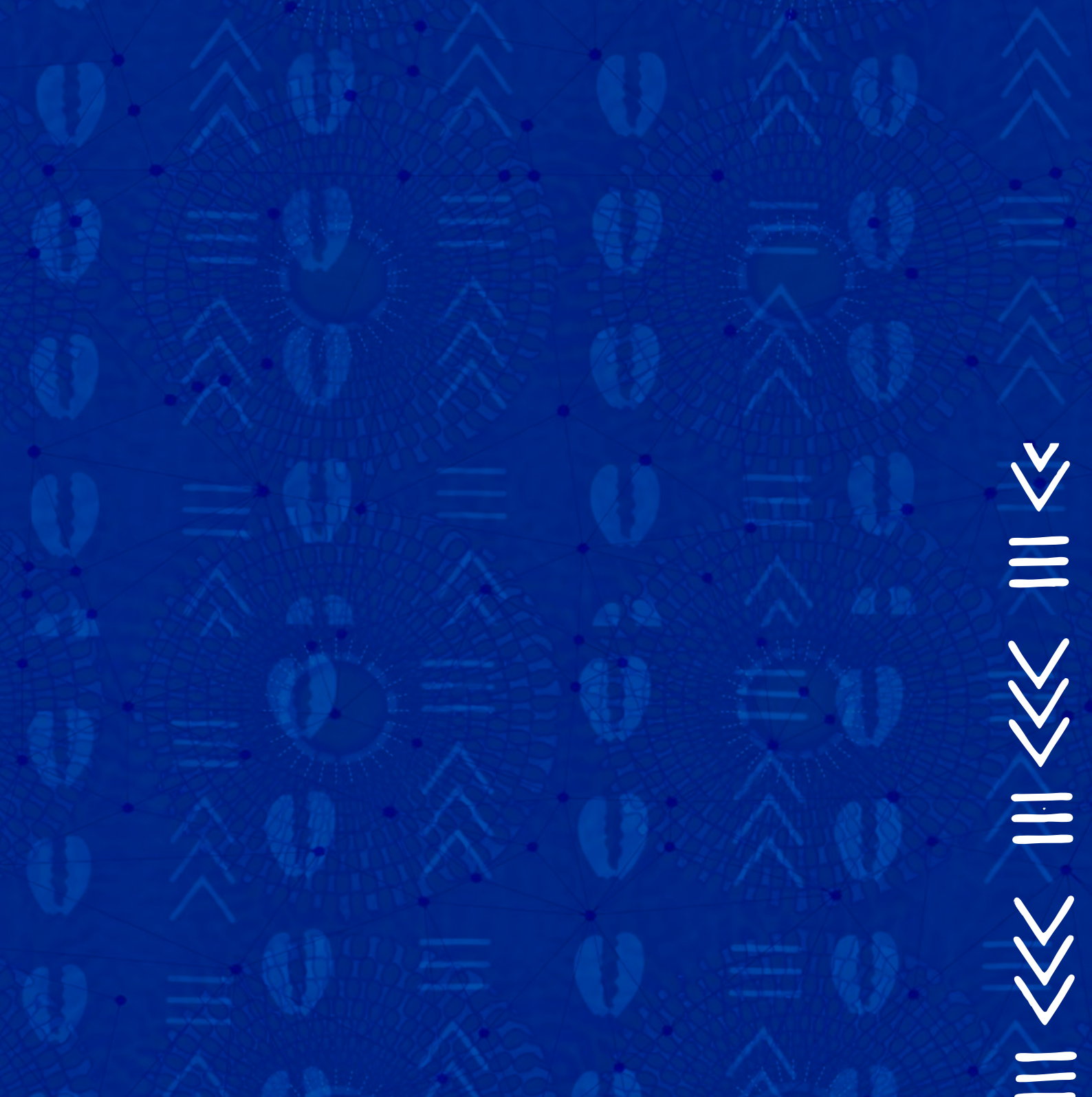
Elmarie Harrington

Cartes

Les cartes imprimées dans ce rapport sont destinées uniquement à des fins d'information et ne constituent en aucun cas une reconnaissance des frontières et des territoires en vertu du droit international. La GIZ n'assume aucune responsabilité quant à l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité de ces cartes. Toute responsabilité pour tout dommage, direct ou indirect, résultant de leur utilisation est exclue

Addis-Abeba, 2026

Crédits photos: P. 1 : Œuvre d'art symbolisant le lien © Natasha Mwila | P. 3 : Portrait du Dr Tobias Thiel © GIZ/Nico Damm | P. 5 : Portrait de Natasha Mwila © Natasha Mwila | P. 6 : Bâtiment de l'Union africaine © AUC | P. 8 : Portrait de Birgit Pickel © BMZ | | P. 9 : Birgit Pickel et S.E. l'ambassadeur Dr Fathallah Sijilmassi © AUC | P. 12 : Enfant portant un seau d'eau dans un village © Pexels/Bobography | P. 15 : Ouvrier dans une usine de panneaux solaires © Adobe Stock/ Serhii | P. 16-17 : Participants à la formation au leadership AUDA-NEPAD © GIZ/Flow communications | P. 18 : Homme à Ibadan, au Nigeria © Pexels /Wavy.revolution, | P. 19 : Photographie prise par drone de bateaux de pêche amarrés sur le littoral, au Ghana, © Pexels /The Artboard | P. 20, de haut en bas : Portrait de Michael Marmon-Halm © Michael Marmon-Halm | Bâtiments à Yaoundé, au Cameroun © Pexels/Silvere Meya | Vue aérienne de viaducs et d'autoroutes dans une zone métropolitaine © Pexels /Kelly | P. 21, de gauche à droite : Salon professionnel © GIZ | Producteur de café © GIZ | P22 : Conférence sur la numérisation © UN CEA | P23 : De jeunes Africains utilisant leurs téléphones portables et leurs ordinateurs portables © Adobe Stock/Confidence | P26 : Des passants sur un marché à Lagos © Pexels/Richard Badejo | P27 : Participants à l'événement Move Africa © Khadija Maalej | P28 : Portrait de Francine Ziruka Mwozi @ AWIM | P29 : Femme prenant la parole lors d'un événement Move Africa © YouthHub Africa | P30 : Technicien ferroviaire © Adobe Stock | P31, de haut en bas : Train en Afrique © CUA | Port © Adobe Stock | P32 : Chemin de fer © AUC | P33 : Portrait de Sabine Dall'Omo, © Sabine Dall'Omo | P34 : Formation sur l'alerte précoce destinée aux OSC d'Afrique australe © GIZ | P36 : Formation sur l'alerte précoce destinée aux OSC d'Afrique australe © GIZ | P37 : Portrait de Binta Bojang © PeaceHubGMB | P38 : Femme en tenue traditionnelle, Nigeria © Pexels/David Iloba | P. 39, de haut en bas : Portrait de l'honorable Dr Faless Debrah Mpoha Moyo © Dr Faless Debrah Mpoha Moyo | Portrait d'Eric Ngondi © UDPKenya | P. 40, de haut en bas : Portrait d'Agwese Lucy Christiane © Agwese Lucy Christiane | Portrait du Dr Mohammed Ali Mussa © Mohammed Ali Mussa | Portrait d'Aschaaloo Yohaanis © SND | P. 41, de haut en bas : Portrait de Tigisty Kauapirura © NELGA | Portrait d'Ester Ndeindila Shapumba © GIZ | Portrait de Samwel Opana © Samwel Opana | P. 42 : Femmes marchant et portant des bols sur la tête © Pexels/Rowlandzy



Deutsche Gesellschaft für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 – 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de